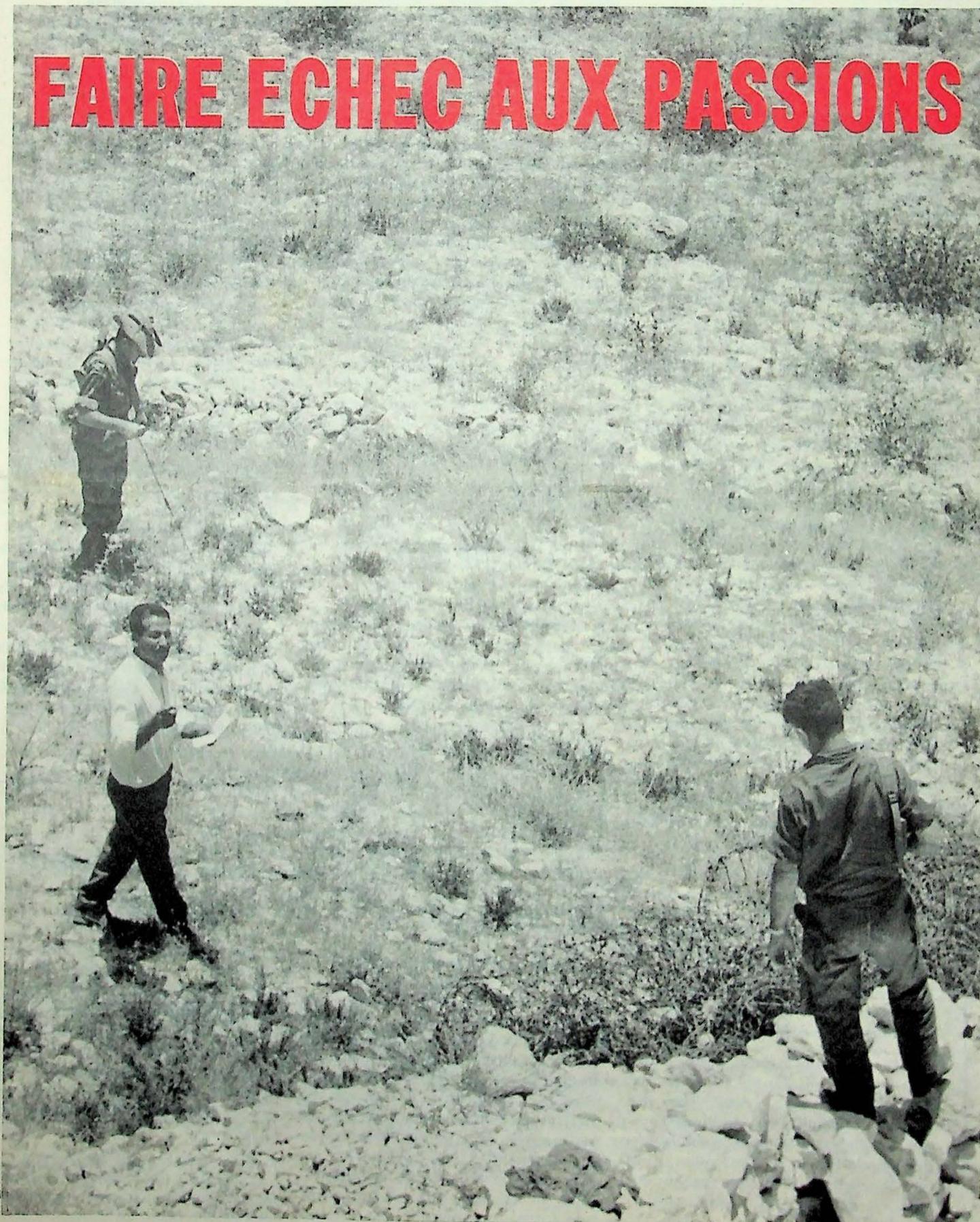


Tribune socialiste

N° 332 / 15 JUIN 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

FAIRE ECHEC AUX PASSIONS



Négocier la Paix

Serge Mallet

La conjoncture économique

Harris Puisais

Le Congrès de la C.G.T.

Maurice Combes

Soldats et Policiers aux U.S.A.

René Gallet
Bernard Sizaïre

Entretien avec Arrabal

Jean-Michel Fossey

A.F.P.

□ La semaine

Le procès de l'enlèvement de Mehdi Ben Barka s'est terminé dans la passion soulevée par les événements du Proche-Orient. Et les commentaires n'ont point eu l'écho qu'ils auraient eu en un autre temps. Et pourtant à quel verdict honteux nous avons eu droit ! Bien plus que la justice et son glaive ce fut la politique et ses astuces de raison d'Etat qui l'emporta.

Ce procès, remis, noyé dans le flot contradictoire d'histoires d'espionnage type Série Noire, apparaissait ainsi orienté, comme un simple fait divers insuffisamment précis d'affaire pénale. La part du doute l'emportant sur la recherche de la vérité, bénéficie donc aux véritables instigateurs du rapt. On jugea les faits connus. Souchon et Lopez firent monter Ben Barka en voiture. Un point c'est tout. Ils ne devaient pas le faire. Eux seuls sont condamnés. Pourquoi l'ont-ils fait ? Qui avait commandé l'opération ? Qui l'avait financée ? Qui a hébergé Ben Barka ? Qui avait intérêt à le faire ?... Les truands bien entendu qui, avec le salaire de leur basse besogne, coulent des jours heureux au Maroc... et Oufkir, pour la forme bien entendu et parce qu'il aurait été vraiment trop « gros » de ne pas mettre un Marocain dans le coup. Dlimi, en héros, pouvait revenir à Rabat. Ceux qui étaient intervenus dans la coulisse diplomatique pour que le donnant-donnant permette son acquittement, pouvaient être fiers. Ce procès fut tel qu'ils le souhaitaient, celui des mensonges connus, des silences payés, des pratiques secrètes de la basse police. Un procès qu'il faudra bien un jour refaire. Et que nous referons. Il est pourtant étonnant que la conscience de trop de Français se satisfasse de ce jugement sur l'enlèvement, et ne crie pas au scandale de voir rester impuni l'assassinat d'un homme.

« Selon que vous serez puissant ou misérable... » écrit La Fontaine.

Misérable... Mais Ben Barka, pour des millions d'hommes dans le

monde et pour ses amis en France, ne l'était pas. Au contraire. Mais la puissance demeure ailleurs, entre les mains de gouvernements qu'auraient élaboussés la manifestation de la simple vérité.

Que justice soit faite avait dit De Gaulle. Oui, mais une fois de plus, quelle justice a été faite ? Celle qui rassure les malfaiteurs, la police et ses intermédiaires, les rois et les roués. Celle qui ne trompe personne et qu'en 1967 hélas, un peuple subit comme un fait divers alors qu'elle le concerne, l'humilie et devrait lui faire peur. □

□ L'actuel parlement européen

Des incidents ont marqué ces derniers jours le renouvellement de la délégation française au Parlement Européen. Ce fut l'occasion d'entendre reparler de Maurice Faure dont la transhumance électorale sonne encore à nos oreilles.

Mais que représente donc ce Parlement ? Il comprend 142 membres (36 pour l'Allemagne, la France et l'Italie, 14 pour la Belgique et les Pays-Bas, 6 pour le Luxembourg) qui ne sont point les représentants de leur Etat mais des « représentants des peuples de l'Europe » — Théoriquement en réalité, car tous sont des élus des parlements nationaux et pourraient même être des ministres en exercice. Leur mandat a une durée variable, deux ans pour les Français, quatre pour les autres représentants. En France, 24 députés et 12 sénateurs sont élus au scrutin majoritaire multinominal de liste. La majorité absolue est nécessaire aux 2 premiers tours, elle est relative au 3^e tour. En Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, la désignation se fait à la proportionnelle. En Italie au scrutin majoritaire de liste. Au Luxembourg ils sont désignés par la Commission des Affaires Etrangères.

On est loin comme on peut le constater du principe retenu par les traités repris en 1959 et 1960 qui prévoient que l'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct, selon une procédure uniforme dans tous les Etats membres de la Communauté Européenne.

Il est vrai que c'est la France qui s'est opposée à l'application de ce principe ! Et, plus encore que du mode d'élection, ne devrions-nous pas préalablement nous préoccuper des pouvoirs de ce Parlement qui, au demeurant, n'en est point un tout en voulant s'en donner l'illusion ! □

□ S.N.E.S. : Elections

L'élection de la Commission administrative du S.N.E.S., qui a eu lieu à bulletins secrets dans tous les lycées classiques, modernes et techniques, a été dominée par l'affrontement de la tendance « Autonome » (qui gouverne actuellement la F.E.N.) et de la tendance « Unité et Action » dite encore « ex-cégétiste ». Cet affrontement, qui avait d'ailleurs retenti dans nos colonnes, a tourné à l'avantage de la tendance « Unité et Action » dont la liste a obtenu 51,77 % des suffrages exprimés contre 41,06 % à la liste « Autonome » et 6,27 % à la liste « Ecole Emancipée ». Deux autres tendances propres au S.N.E.S. ne présentait pas de liste.

La nouvelle Commission Administrative doit désigner le Bureau de syndicat composé jusqu'ici de huit membres de la tendance « Autonome ». A l'heure où nous écrivons, il ne semble pas que cette dernière acceptera un partage des responsabilités au sein du bureau comme le proposent les animateurs d'« Unité et Action ». □

□ Cheminots F.O. : Ouverture

La Fédération « Force Ouvrière » des cheminots vient de tenir son congrès à Issy-les-Moulineaux, congrès coïncidant avec le 20^e anniversaire de l'organisation.

Une résolution tendant à un rapprochement avec la C.F.D.T. et la F.A.C. (l'importante Fédération Autonome des Cadres de la S.N.C.F.) a été adoptée à une large majorité. Cette résolution, qui était présentée par Edmond Questerbert et soutenue par les dirigeants fédéraux, invite également la Confédération F.O. à engager un dialogue avec la C.F.D.T. et la F.E.N.

En outre le texte déclare que l'indépendance vis-à-vis des Partis ne saurait être confondue avec un « apolitisme stérilisant » et confirme la nécessité de l'unité d'action avec la C.G.T. : « Le congrès est convaincu que le rassemblement des organisations syndicales de cheminots qu'il préconise, en posant en termes nouveaux le rapport des forces vis-à-vis de la C.G.T. faciliterait les actions concertées rendues éventuellement nécessaires pour faire échec aux forces traditionnellement hos-

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais
Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche
Rédacteur en chef
Eric Bergaire
Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman
Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20
Publicité générale au Siège
de l'administration
Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

tiles aux revendications sociales et économiques. »

La résolution d'orientation répond ainsi aux inquiétudes de nombreux délégués qui avaient critiqué l'isolement dans lequel se tenaient la Fédération et plus encore la Confédération. André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, a d'ailleurs contesté cet isolement en déclarant devant le congrès : « Nous n'avons jamais été autant sollicités. » Il semble toutefois que les contacts pris avec la C.F.D.T. au plan confédéral, avant la grève du 17 mai, seront maintenus. □

□ 3 jours pour le Viet-Nam

● 1^{er} jour : Un tribunal, pour quoi faire ? Vendredi 16 juin, Mutualité 20 h 30, avec Jean-Paul Sartre, Lelio Basso, Jean-Pierre Vigier et les docteurs Behar et Francis Kahn.

● 2^e jour : Manifestation de la Bastille à l'Hôtel de Ville. A l'appel des personnalités et organisations des Etats Généraux de Pleyel (Paris 20-21 mai 1967), samedi 17 juin, 15 h.

● 3^e jour : Collecte. Avec le Mouvement du Milliard pour le Vietnam. Pour la Croix Rouge Nord-Vietnamienne. Toute la journée du dimanche 18 juin.

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).


Editorial

Pour une confrontation des socialistes du Moyen-Orient

Serge Mallet

En 1914, la cause des étudiants serbes et croates qui voulaient libérer leur pays de l'emprise autrichienne était une cause juste : ils recherchaient l'alliance du tzarisme et permirent le déclenchement de la guerre mondiale. Tout aussi juste était cette des nationalistes irlandais qui s'allièrent à l'impérialisme allemand pour se libérer des Anglais. Il n'est pas, en 1941, un seul dirigeant nationaliste arabe qui n'ait pensé à trouver un appui du côté hitlérien ou mussolinien, la lutte pour la liberté de leurs peuples passait par la destruction des colonialismes anglais et français, donc l'alliance avec leur principal adversaire.

Le conflit israélo-arabe pose aux socialistes français un problème de cette nature. Il n'est pas toujours si facile de définir « les guerres justes » et « injustes ».

Le conflit israélo-arabe est en fait justiciable de deux types d'analyse : une qui se fonde sur l'aspect interne du conflit : entre Arabes et Juifs. C'est celui qui a motivé les réactions passionnelles d'un certain nombre d'hommes de gauche, les portant d'un côté ou de l'autre avec le même enthousiasme juvénile. Du jour au lendemain, des militants qui voyaient dans « le socialisme arabe » le modèle de nos luttes ont traité Nasser de « chien fasciste », tandis que d'autres applaudissant en 1945 aux exploits du groupe Stern faisant sauter avec de la dynamite tchèque le G.Q.G. britannique de Palestine reprenaient le couplet de la propagande arabe sur « Israël, création de l'impérialisme ». J'espère, pour tous ceux-là, qu'ils commencent à reprendre leurs esprits et reliront avec quelque étonnement les propos passionnels qu'ils ont tenu.

Mais il est une analyse qu'il nous faut faire, car elle conditionne les positions que nous devons aujourd'hui essayer de promouvoir. Depuis

deux à trois ans, un peu partout dans le monde, les agents du C.I.A. ont organisé, aidé à organiser ou donné leur caution à l'organisation de coups d'Etat de putsches militaires visant à remplacer des gouvernements connus pour leur tendance neutraliste par des hommes de paille alignés sur la fidélité inconditionnelle à la politique américaine. Dans cette longue liste, on ne trouvera pas un seul Etat membre du « camp socialiste » : comme si les accords de Téhéran et de Yalta demeuraient intangibles, on ne touche pas à la ceinture de sécurité de l'U.R.S.S. Mais tout se passe comme si l'on voulait restaurer l'hermétique partage du monde des années de la guerre froide. Un spécialiste écouté de stratégie politique américain, le professeur Hermann Kannh, nous a livré récemment, dans le livre qui a remplacé Machiavel et Clausewitz au chevet des généraux américains, la clef de cette nouvelle stratégie. L'entente au sommet des deux super-grands, symbolisée par l'alliance Kennedy-Khrouchtchev se fondait sur l'existence toute nouvelle des fusées inter-continentales : le désastre atomique, directement à portée des deux grandes puissances, apparaissait comme la sanction de la guerre. Du coup, la compétition pour le leadership mondial se jouait sur le plan économique et politique : on vit U.R.S.S. et U.S.A. permettre la venue au pouvoir d'équipes réformistes ; le neutralisme était officiellement encouragé et les années 1950-1963 n'avaient cessé de voir s'élargir la zone « désengagée » du monde.

Le professeur Kannh nous explique que cette vision du monde : « la coexistence pacifique ou le spasme nucléaire » est une vue schématique. Dans les 37 barreaux de « l'échelle », il existe des formes variées d'intervention militaire qui ne déclenchent pas le fameux désastre. En un mot, il est aujourd'hui pensable de concevoir une guerre mondiale par théâtres d'opération dis-

tinets et sans utilisation des armes atomiques.

Du coup, la stratégie des « bases » redevient d'une brûlante actualité. Et les « neutres » redeviennent, comme à l'époque de feu Foster Dulles, les adversaires principaux. Les mêmes agents du C.I.A., qui encouragèrent il y a quatre ans l'expérience centriste de Georges Papaandréou en Grèce ont tiré les fils des colonels de la Junte athénienne : l'arrivée au pouvoir, à la suite d'élections libres, de l'Union du Centre en Grèce, aurait signifié le risque de voir neutraliser les bases maritimes, aériennes et aérospatiales de Crète et de Chypre, tournées aussi bien vers le nord que vers le sud. Les mêmes agents du C.I.A. qui recommandèrent au gouvernement américain de sauver Nasser lors de l'expédition de Suez ont décidé cette fois de l'abattre. Ils y ont aux 3/4 réussi et le déboulonnage de l'homme qui, depuis 15 ans, incarnait aux yeux du Tiers-Monde, avec Nehru, mort, Soekarno, renversé, et Tito vieillissant le « neutralisme actif » est une leçon qui servirait d'exemple.

Quelle que soit la justesse de la position de l'Etat d'Israël dans certaines de ses justifications, rien ne peut, ne doit nous faire oublier cet aspect du problème. Bien sûr, et Nasser (dont, en privé, les dirigeants israéliens vantaient la sagesse) et les dirigeants du Ba'ath syrien ont eu tort de sous-estimer l'effet de leurs rodomontades sur l'état d'esprit d'Israël. Bien sûr, ils ont eu tort de feindre d'encourager les raids provocateurs des hommes de Choukeïri dont ils reconnaissaient en privé qu'il était à leurs yeux un aventurier irresponsable. Bien sûr, ils ont eu tort — surtout — de ne pas chercher à bâtir avec le peuple juif d'Israël une cohabitation durable et de le contraindre à chercher des alliances si peu conformes aux prémisses originales de la constitution de cet Etat pionnier. Encore faut-il admettre que les dirigeants israéliens n'ont pas, de leur côté tellement cherché cette cohabitation, sûrs de l'avantage que leur conférait leur puissance technique et la sympathie des opinions publiques et des gouvernements occidentaux.

En un mot, Nasser et Djedid ont eu tort de faire croire que l'ennemi principal de la libération sociale et nationale des peuples arabes était le « sionisme, soutenu par l'impérialisme », alors qu'ils savaient fort bien que leurs adversaires les plus dangereux se trouvaient au sein même du monde arabe. Mais il est facile de Paris de stigmatiser les concessions faites au nationalisme étroit et au fanatisme religieux : les dirigeants athées du Mapai n'ont-ils pas, de leur côté, fait les mêmes concessions ? Le mariage civil n'existe pas, certes, en Egypte, mais en Israël non plus.

Reste le bilan de cette guerre, je parle du bilan politique : la victoire militaire d'Israël a obtenu deux résultats politiques : elle a ébranlé l'audience de l'homme d'Etat le plus réaliste du Moyen-Orient, de celui avec qui un jour, la paix, la vraie paix aurait été possible — et elle a mis en question la solidarité de l'aide apportée par l'Union Soviétique aux régimes « neutralistes ». Quelles conclusions vont en tirer l'aile purement nationaliste du nassérisme, et les masses arabes elles-mêmes, humiliées dans leur amour-propre national et convaincues, non sans quelques raisons, d'avoir été victimes d'un « lâchage » spectaculaire qu'il faut reconnaître l'état de fait qu'est l'existence de l'Etat hébreu d'Israël ? Ce serait bien mal connaître ce Moyen-Orient où l'Histoire la plus ancienne reste présente à toutes les mémoires et où l'on rappelle volontier que l'Etat Croisé de Palestine a duré un siècle, puis...

Mais par contre, certains — et c'est là le sens des luttes internes qui se déroulent à l'heure actuelle au Caire — en tireront la leçon que l'échec de Nasser tient à ce qu'il ait repoussé la protection américaine.

Que les dirigeants de l'Etat d'Israël se laissent entraîner par le « vertige du succès » et ce sera là la conclusion de cette guerre « victorieuse » : le renforcement de l'aile la plus fanatique, la plus obscurantiste des dirigeants arabes, monnayant le soutien diplomatique des U.S.A. par la mise à la disposition des élèves du professeur Kannh des bases stratégiques qu'ils avaient perdues dans cette partie du monde.

Quant aux hommes de gauche en Europe, qu'il réfléchissent : le neutralisme actif, sur lequel peut seul s'appuyer la perspective d'arrivée au pouvoir d'une gauche européenne, a d'abord triomphé dans cette région marginale de l'Europe avant de gagner celle-ci : craignons que les icebergs de la guerre froide qui dérivent en Méditerranée orientale, d'Athènes à Tel-Avis, ne remontent vers le Nord.

Oui, il faut faire au Moyen-Orient une vraie paix. Oui, il y a, et en Israël, et dans les pays arabes, des forces authentiquement socialistes qui savent ce que signifierait la « déneutralisation » du Moyen-Orient. C'est à elles, d'abord, que nous devons nous adresser, c'est elles que nous devons aider à dépasser les passions chauvines qui les ont emportées. Et pour faire cela, qui est notre intérêt, nous n'avons pas à jeter de l'huile sur le feu, à choisir « notre camp », mais à essayer patiemment de dégager, avec nos camarades socialistes israéliens et avec nos camarades socialistes arabes, les solutions qui favorisent l'établissement d'une paix durable au Moyen-Orient. □

Été 1967

Conjoncture économique

Harris Puisais

Si vous interrogez un banquier, un homme d'affaires, un spécialiste de la bourse ou un économiste, en cette veille de vacances tous vous donnent le même avis : il existe un ralentissement de l'activité économique dans plusieurs pays industriels tels que les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne. Par conséquent il est normal que la France ressentisse elle aussi le contrecoup de cette situation. D'autant plus que l'incertitude demeure dans les milieux patronaux en ce qui concerne la portée exacte des réformes pour lesquelles le Gouvernement français a obtenu les fameux Pouvoirs spéciaux.

Pompidou et Debré font tout pour accréditer l'idée suivante : « Si l'activité économique française ne progresse pas, elle se maintient malgré tout à un niveau élevé ».

Il y a une première contradiction entre ce jugement et les résultats de l'enquête de l'I.N.S.E.E. qui conclut pour février et mars à un gonflement des stocks et à une réduction des carnets de commande.

Il y a un second désaccord avec les chefs d'entreprise qui, interrogés par ce même I.N.S.E.E., prévoient pour les prochains mois de nouvelles réductions de leurs effectifs.

Résumons donc la véritable température de l'industrie française.

La production de charbon continue à baisser et les stocks s'accroissent sur le carreau des houillères.

La sidérurgie pourra franchir ce cap difficile ; grâce aux importantes subventions de l'État et surtout parce que celui-ci lui vendra le coke des houillères de Lorraine à un prix de faveur, encore inconnu. Sur ce point, Michel Debré fut muet lorsque M. Mendès France manifesta une curiosité pourtant naturelle.

L'électronique respire. Ou plutôt la trésorerie des sociétés intéressées puisque le plan calcul leur assure d'intéressantes perspectives. L'expression « marché d'études » a du bon ; elle permet de couvrir d'un voile discret l'association sélectionnée de l'État et des groupes privilégiés, de certains « lobbies » bancaires.

La construction automobile, en cette période, est loin d'une période d'alarme ; au contraire, le rythme de production est en augmentation. Et pourtant les nouvelles mesures d'élargissement du crédit à l'achat ont été prises, nous dit-on, pour pallier une baisse des ventes. Il n'en est rien. Là encore l'État accorde son appui aux organismes financiers qui assurent le financement des crédits et qui tous appartiennent en réalité aux banques de soutien de l'industrie de l'automobile. Un crédit

plus long c'est un crédit plus cher. Et à la fin, un enrichissement supplémentaire pour ceux qui prêtent à des taux d'intérêt qui ne sont que de l'usure autorisée. Ce mécanisme du crédit à l'achat est l'une des armes chéries du néo-capitalisme contemporain. L'automobile, le réfrigérateur, la télévision, la machine à laver... ne sont plus des produits de luxe réservés aux seuls hauts salariés. N'importe quel jeune ménage, travailleur, petit salarié, peut lui aussi l'acquérir. Grâce au crédit et à son illusion de facilité, on paie de moins en moins au comptant, mais on paie de plus en plus chaque mois, obérant ainsi le budget familial de charges toujours plus élevées. L'astuce patronale étant de diminuer ainsi le potentiel revendicatif des travailleurs. Les traites à payer, cela ne peut qu'entraîner à plus de sagesse sociale.

Tel est leur calcul et il n'est hélas pas faux. Mais, bien entendu, cette escroquerie s'abrite derrière l'alibi de la situation économique.

Il faudra bien un jour poser le problème de l'existence d'un crédit à faible taux qui assure plus de ventes sans que celles-ci se fassent au détriment du pouvoir d'achat des consommateurs.

Enfin dans le bâtiment, la minute de vérité est atteinte, le secteur des financements privés est touché, les constructions avec l'aide de l'État reprennent, mais avec des prix de revient qui laissent demeurer des loyers toujours trop élevés pour les salaires de ceux qui auraient besoin de se loger. Là encore, du reste, le crédit à très long terme règne. Ce qui coûte cinq millions finit par être payé neuf millions !...

Pendant ce temps les Prix montent, même dans les produits alimentaires... et surtout avec les décisions d'augmentations des transports, de l'électricité, du gaz, qui en cascades se répercutent sur presque tous les prix de revient. Mais le gouvernement juge que cette « hausse des prix à la consommation des familles de condition modeste est restée modérée ».

En ce qui concerne les entreprises, leurs difficultés proviennent effectivement de l'adaptation au Marché commun. Mais ce n'est pas une constatation nouvelle. Ce qui est vrai c'est que les efforts de modernisation et d'adaptation aux conditions de la concurrence internationale sont la cause du ralentissement.

Déjà, on note un accroissement des demandes d'emploi non satisfaites (40.000 de plus en un an). Le phénomène des concentrations entraîne également la suppression de certaines activités, la fusion ou la

rationalisation amenant des licenciements de salariés. On peut assurer que dans les prochains mois le nombre des chômeurs ira en augmentant. Et les statistiques ne feront pas, une fois de plus, apparaître le chômage des jeunes.

Ce qui frappe dans ces constatations c'est qu'elles imposent de plus en plus une nouvelle vision des problèmes sociaux. L'époque de la

revendication économique est commencée. Il ne saurait y avoir des revendications catégorielles indépendantes de la conjoncture économique générale. Il ne saurait y avoir de solutions économiques qui ne tiennent compte des réalités régionales. Sur ces bases le dialogue entre les syndicats et les partis de gauche devrait être positif. Souhaitons qu'il s'engage sans tarder. □

Congrès de la C.G.T.

Pour le front commun

Maurice Combes

Le 36^e congrès de la C.G.T. s'est ouvert dans le nouveau Palais des Sports de Nanterre le 11 juin.

Les problèmes internationaux devaient constituer une partie importante du rapport inaugural de Léon Mauvais, rapport d'allure très classique qui fut interrompu seulement deux fois par les applaudissements des délégués. Léon Mauvais avait également rejeté sur les impérialistes américains la responsabilité des tragiques événements du Vietnam et du Moyen-Orient. Par ailleurs il a donné lecture d'une lettre de Louis Sallant, président de la F.S.M. — présent au congrès — qui était une réponse à la Fédération des syndicats de Chine, d'où il ressort que cette organisation n'est plus représentée à l'exécutif de la F.S.M.

Il est évident que ce sont les problèmes intérieurs qui ont retenu plus particulièrement l'attention du congrès. Léon Mauvais avait insisté sur la durée et sur la portée des conflits sociaux qui ont eu lieu ces derniers mois.

Le rapporteur a dénoncé les projets d'« intéressement », mystification habituelle aux gouvernements réactionnaires et tendant à la collaboration de classes. Les menaces pesant sur la Sécurité sociale ont également retenu longuement son attention. Pour la sauvegarde de la Sécurité sociale, la C.G.T. propose un ensemble de mesures parmi lesquelles la limitation des prix des produits pharmaceutiques, en attendant la nationalisation des sociétés productrices.

Autres problèmes cruciaux de l'heure : ceux qui concernent l'emploi, du fait qu'il y a 370.000 chômeurs. A cet égard, la C.G.T. insiste sur l'importance d'une réforme démocratique de l'enseignement pour faire face aux reconversions et aux adaptations nécessaires.

La politique économique et sociale du pouvoir a fait l'objet de vives attaques : le V^e Plan a été condamné une fois de plus comme ayant des conséquences anti-sociales, comme favorisant la domination des monopoles et des progrès de la concentration capitaliste. Léon Mauvais a critiqué l'importance des dépenses militaires, les avantages fiscaux et les subventions dont bénéficie le

grand patronat (aide à la sidérurgie, plan calcul) ; le rapporteur a voté l'interpénétration croissante du secteur public et du secteur privé dont témoigne par exemple l'accord Renault-Peugeot.

Face à cette situation, que propose la C.G.T. ? Une « démocratie véritable » se substituant au pouvoir personnel et visant à promouvoir une nationalisation démocratique des principaux secteurs-clés de l'économie, ainsi qu'« un véritable plan économique et social démocratiquement élaboré et contrôlé ».

Dans cette perspective, les progrès de l'union des forces de gauche à l'occasion des élections législatives ont été soulignés dans le rapport introductif qui déclarait à ce sujet :

Il faut aller vers un programme commun de gouvernement et réaliser le front syndical commun pour poursuivre l'action menée les 1^{er} février et 17 mai dernier et défendre en particulier la Sécurité sociale. Les progrès de l'unité d'action sont incontestables, y compris au plan confédéral. Ils reposent avant tout sur l'accord C.G.T.-C.F.D.T.

Il ne s'agit pas d'un simple accord de circonstance puisque l'évolution de la C.F.D.T. a été ainsi appréciée : « En progressant vers la reconnaissance de la lutte des classes, en s'écartant de la référence confessionnelle, en n'affirmant plus comme principe immuable le pluralisme syndical, en optant pour une attitude ouverte en matière d'unité d'action, la C.F.D.T. tient compte de l'évolution sociale de notre temps. »

Le rapporteur s'est également félicité de la participation de la F.E.N. aux mouvements des 1^{er} février et 17 mai et indiqué que la main demeurait tendue à F.O. où les critiques se font de plus en plus nombreuses contre l'attitude de Bergeron.

L'événement du congrès a été le remplacement de Benoît Frachon au poste de secrétaire général par Georges Seguy.

Signalons enfin l'intérêt que la C.G.T. porte aux « couches nouvelles » et dont témoigne la désignation des deux nouveaux secrétaires confédéraux : René Buhl, cadre (de la fédération des finances) et Jean-Louis Moynot, ingénieur (de la fédération des métaux). □

Courrier des lecteurs

A propos de divers articles parus dans nos colonnes, nous avons reçu un abondant courrier, ce dont nous nous félicitons. En particulier nous remercions deux lettres assez longues au sujet de l'article de Marcel Pierre « Conceptions de Malraux » paru dans le numéro 329.

Maisons imparfaites mais...

Monique Vérot (à Firminy)

Ce qui compte, dites-vous, c'est ce qui a été fait dans les Maisons de la Culture, et non seulement ce qu'on a voulu en faire. Je dois dire d'abord que j'ai particulièrement apprécié cette façon de poser le problème que l'on a tort souvent, et notamment dans la presse de gauche, d'aborder de façon un peu abstraite. Les Maisons de la Culture sont des instruments, bien imparfaits certes — et j'y reviendrai, mais il faut avant tout essayer de s'en servir, dans le meilleur sens, bien entendu. Est-ce vraiment possible, c'est là la question.

Voici donc, en deux points, quelques idées pour contribuer au débat.

Vocation

des Maisons de la Culture

Mise à part la critique de la gestion absolument pas démocratique (voir statuts), un point extrêmement important a été mis en évidence par M. Pierre : le rôle de « consommateur passif » du public que nombre de déclarations d'intentions ministérielles ont pu accréditer. Et c'est effectivement là le principal danger dans les principes. Si les Maisons de la Culture ne jouent pas ce rôle de distribution d'une culture venue d'en haut, rien n'aura été fait. Si elles ne jouent pas leur rôle de catalyseur, permettant, en présentant au public des œuvres « de niveau le plus élevé et de la qualité la meilleure », le choc en retour de la création, rien n'aura été fait dans le sens de la culture populaire. Mais il se trouve qu'il existe des animateurs, ou des gens qui s'implément l'ont toujours essayé aussi dans le cadre de ces Maisons.

C'est le cas à Firminy, où l'équipe d'animation a justement ce souci essentiel. Voici deux exemples pour concrétiser cela. D'abord sur le plan de la création. Le directeur artistique de la Maison de la Culture de Firminy, Philippe Dauchez, qui depuis vingt ans n'a travaillé qu'à la promotion d'une culture populaire, a réuni une quarantaine de comédiens amateurs de la région — jeunes travailleurs (en majorité) certains déjà expérimentés, d'autres qui n'étaient jamais montés sur les planches — et pendant trois mois a monté avec eux une pièce (« Les Oiseaux » d'Aristophane dans une traduction nouvelle — le thème de la Cité) qui a pu être considérée comme une réus-

site tant par la qualité de la réalisation que par l'accueil que lui a fait le public. Et ces jeunes sont désormais pour la plupart des piliers bénévoles et enthousiastes de cette Maison.

Autre réalisation, qui nie le caractère stéréotypé de la culture distribuée d'ordinaire : une « semaine scientifique » qui a été organisée en avril dernier. Pendant dix jours le public a pu visiter une exposition sur l'espace, commentée, voir des films scientifiques passés en permanence, une exposition de 2.000 livres scientifiques, et dialoguer avec des chercheurs venus parler, dans quatre conférences sur la physique nucléaire, le cosmos, la biologie, les mathématiques.

Voilà une culture insérée dans le temps présent...

Mais tout n'est pas qu'une question d'hommes, et pas non plus seulement une question de statuts ou de principes, il y a aussi une question de moyens.

Les moyens d'agir

Les moyens financiers précisément. Firminy est une petite ville (28.000 habitants) comparée aux autres villes dotées d'une Maison de la Culture, une ville située en plein cœur d'une vallée industrielle à forte densité ouvrière, dénuée de tout instrument culturel propre, avant que son maire Eugène Claudius-Petit n'obtienne et ne fasse construire par Le Corbusier cette Maison de la Culture, qui a ouvert ses portes en octobre 1966. Le type même de l'endroit où une Maison de la Culture peut jouer ce rôle de décentralisation et de démocratisation de la culture.

Or, on sait que le fonctionnement des Maisons de la Culture est assuré par des subventions paritaires : le ministère versant une subvention égale à celle accordée par la municipalité et les « collectivités locales ». A Firminy, collectivités locales : néant (pour les subventions). La municipalité ne peut, dans une ville de 28.000 habitants, faire un effort comparable, même proportionnellement, à celui fait par d'autres, comme Saint-Etienne, exemple qu'évoquait M. Pierre dans son article.

Mme Monique Vérot est membre du bureau de la Maison de la Culture de Firminy.

Soyons sérieux

Yves Lemaire (à Vienne)

Etant engagé à fond dans l'action culturelle puisque j'ai fondé et animé à Vienne une association « Action Culturelle par le Théâtre et les Arts » dont l'objectif final est précisément la création ici d'une de ces Maisons que vous avez tendance à juger d'un point de vue uniquement juridique et avec beaucoup de partialité.

Un parti sérieux comme le P.S.U. ne peut pas, à mon avis, se permettre des jugements aussi rapides et partisans. Ce n'est pas parce que nous sommes opposés au pouvoir que nous devons porter un jugement si rapide sur l'action du ministère d'Etat aux Affaires Culturelles, qui a, pour la première fois, dans l'histoire de notre république, le mérite d'être animé par un homme d'une incontestable valeur culturelle même si on ne partage pas son orientation politique et qui compte des hommes d'un très grand mérite. Il faut bien constater que notre « Education Nationale » et ses organismes parallèles comme « La Ligue de l'Enseignement » n'ont guère réussi jusqu'à présent dans leur œuvre d'éducation populaire permanente, et que de plus en plus se développe une « Ecole parallèle » qui sollicite nos jeunes à tous des marchands « capitalistes » de « biens culturels ».

Aussi ne puis-je pas comprendre cette réserve, voire même cette hostilité vis-à-vis des Maisons de la Culture actuelles. Soyons sérieux enfin ! Quels sont les hommes qui sont à l'origine de leur création ? Ce sont précisément ceux qui se battent, depuis la Libération, pour une authentique décentralisation et une popularisation de la culture. C'est l'équipe du T.N.P. avec Jean Vilar, celle de Saint-Etienne avec Dasté, celle de Lyon avec Planchon, celle d'Aix avec Bourseiller, et tant d'autres. Toutes les Maisons sont animées par des hommes généreux et courageux qui sont bien loin des conceptions d'une prétendue culture « gaulloise ». L'Etat va enfin leur fournir les moyens de faire avancer et triompher leurs efforts et vous voudriez revenir en arrière ! D'ailleurs vous ne faites que poser des questions sans apporter de solution.

Au nom de la démocratie, vous attaquez, par exemple, une déclaration de M. Biasini qui indiquait qu'une Maison de la Culture « n'est pas une salle des fêtes, ni le centre culturel communal », etc., et vous rejoignez ainsi la position de M. Durafour, député-maire de Saint-Etienne, qui a en fait une conception « folklorique » de la culture « municipaliste » à papa. Il y a, je sais, à la base beaucoup de groupes d'expression culturelle mais bien souvent, la culture

qu'ils dispensent est d'une bien médiocre valeur, si généreuse soit-elle.

L'institution de ces Maisons est donc une étape indispensable pour élever le niveau culturel des masses, décentraliser enfin la création artistique qui ne se fera plus maintenant exclusivement à Paris, et épanouir définitivement l'homme en lui fournissant l'outil permettant son expression personnelle originale dans le sens de la création.

J'espère que les responsables du P.S.U. sauront comprendre ma position et celle de nombreux amis engagés dans cette action culturelle. Les Maisons de la Culture seront ce que nous en ferons. A nous d'y entrer sans complexes et de nous servir de cet admirable outil que l'Etat nous offre enfin même si cet Etat n'est pas le nôtre. Au stade actuel du développement de notre culture, fruit avant tout d'années de libéralisme stérile et anarchique, cette étape d'action culturelle par cette création de grands centres culturels dans toutes nos villes, me paraît tout à fait indispensable même si nous pouvons craindre une certaine étatisation de la culture. Aussi je pense qu'il serait préférable de mettre sur pied une vraie politique culturelle qui ne pourrait pas se contenter de critiquer les orientations actuelles.

L'action culturelle doit être prise en charge par les collectivités publiques. A nous de faire en sorte pour que ces collectivités organisent cette action dans un sens démocratique et socialiste en participant à toute l'action culturelle que les collectivités sont amenées à entreprendre. Il faut planifier la culture comme on le fait pour l'économie ; c'est le seul moyen pour permettre à la population d'être responsable de l'orientation culturelle, en ne laissant plus à quelques mandarins locaux le soin exclusif d'être des créateurs et des diffuseurs de culture.

Maisons internationales de la Jeunesse et des Etudiants

Pour les jeunes qui veulent faire autre chose pendant leurs vacances, que se distraire et se détendre, signalons qu'il reste des places aux stages et sessions des Maisons Internationales de la Jeunesse et des Etudiants :

- Recherches historiques et archéologiques en Haute-Provence et en Tunisie.
- Etude de la décentralisation culturelle et théâtrale au départ du Festival d'Avignon.
- Session franco-africaine sur le thème général de la confrontation.

M.I.J.E., 39, rue La Bruyère, Paris-9^e.
Tél. TRI. 73-80

L'Amérique

Son armée, sa guerre, ses polices

L'heure est évidemment au Moyen-Orient. Dans l'un de nos tout prochains numéros, nous publierons un « dossier » du problème. Comme on le sait, l'analyse est forcément toujours en retard sur les événements.

Quoi qu'il en soit et quelque conclusion que l'on tire de la semaine dramatique que nous venons de vivre, l'on ne peut et doit oublier que le monde est en train de subir une très violente offensive de l'impérialisme américain.

Dans le n° « 314 » de « T.S. » nous avons publié plusieurs articles sur la civilisation américaine. Il nous a paru bon aujourd'hui de revenir sur des aspects particuliers de la réalité des U.S.A. On les lira comme une contribution à la compréhension de la conjoncture mondiale.

La conscription aux U.S.A.

René Gallet

Aussi surprenant que cela puisse paraître, il n'existe pas aux Etats-Unis de tradition du service militaire universel et obligatoire ; il serait donc dangereux de transposer dans une réalité étrangère des attitudes formées face à une situation spécifiquement française. Les réactions des forces politiques américaines sont assez souvent l'inverse de ce que nous pourrions attendre ; les "progressistes" et libéraux sont hostiles au service militaire obligatoire pour tous en temps de paix, craignant que l'armée étende son ombre sur le pays et finisse par l'étouffer ; ils préconisent plutôt le volontariat. Le système actuel de recrutement résulte d'un compromis entre l'opposition absolue au service universel et les besoins croissants de l'armée que n'arrive plus à satisfaire l'appel aux volontaires. On a ainsi établi après la deuxième guerre mondiale un « service sélectif » qui permet aux militaires d'élargir le recrutement selon les nécessités de la conjoncture internationale. Le « Selective Service Act » expire en juin 1967 et doit par conséquent repasser devant le Congrès ; à cette fin le président a nommé une commission dirigée par Burke Marshall (National Advisory Commission ou Selective Service) qui va déposer ses conclusions incessamment et avancer un nouveau projet de loi, à moins que le régime actuel ne soit purement et simplement prolongé. Étant donné le caractère discriminatoire du Draft, un changement radical est nécessaire, mais peut-on l'espérer ?

Déjà au niveau de la répartition des jeunes en âge de servir selon les multiples catégories prévues par le Draft, il existe suffisamment de possibilités pour que le hasard, surtout si on l'aide, provoque des inégalités dans le recrutement. Ceux qui ne satisfont pas aux critères de santé physique et d'équilibre psychique établis par l'armée sont classés 4-F, non mobilisables.

En fait, il suffit de se déclarer

homosexuel, ou de faire état d'instincts agressifs pour recevoir ce statut. Ceci explique qu'en 1966 56 % des appelés, c'est-à-dire 5 millions d'hommes, aient été déclarés « medically or mentally unfit » (physiquement ou mentalement inaptes) ; la plupart d'entre eux viennent des milieux pauvres ne bénéficiant pas de soins médicaux suffisants ; par contre les divers moyens d'échapper au Draft (ce qui suppose une connaissance du système, parfois des influences...) sont pratiquement inaccessibles aux jeunes des couches inférieures de la population.

Sursis

Les sursis, catégorie 2-S, ne sont pas mieux répartis ; les 1,7 million d'étudiants qui en bénéficient actuellement peuvent rester à l'université jusqu'à 26 ans et ont donc les chances d'échapper à la conscription. Il est évident que les Noirs, comme toutes les couches défavorisées de la population, qui au départ fréquentent de mauvaises écoles et pour de multiples raisons ne peuvent aller à l'université, sont recrutés en plus grand nombre que les fils de la bourgeoisie blanche.

Un autre facteur de déséquilibre tient au fait que la conscription se fait au niveau local, dans 4.000 Draft Boards. On devine quels secteurs de la population a pu les investir. A la Nouvelle-Orléans, par exemple, qui compte 40 % de gens de couleur, pas un seul Noir ne figure dans le bureau local ; pour la même région la proportion des Noirs tombés au Vietnam atteint 60 % du nombre total des victimes. La déclaration du directeur du Service Sélectif de l'Etat de New York est tout aussi significative : « Nous n'utilisons pas le système de tirage au sort pour les Noirs. Nous avons des quotas différents et quand nous avons besoin d'eux nous les appelons » (*). Cet ensemble de raisons explique le prix disproportionné payé par la population de couleur dans la guerre du



A.F.P.

Vietnam : dans la classe d'âge allant de 18 à 20 ans il y a 1/9 de Noirs, mais 2/9 sont incorporés ; et bien qu'ils ne représentent qu'environ 11 % de la population totale des Etats Unis, l'armée compte 15 % de soldats de couleur ; la proportion des victimes atteint même 20 %, c'est-à-dire le double de l'importance numérique des Noirs dans le pays.

Les Noirs devant...

Cette situation n'est pas non plus sans avoir une signification politique plus vaste. Comme l'expliquait judicieusement un tract du S.D.S. (Students for a Democratic Society) il s'agit pour l'industrie et l'armée de se partager les jeunes, la première en laissant aller à l'université ceux qui sont nécessaires au fonctionnement de l'économie, la seconde en se réservant les sujets vigoureux et pas trop intellectuels.

D'autre part, dans la mesure où une proportion moindre des fils des « classes moyennes » se font tuer au Vietnam, la guerre leur paraît moins lourde à supporter et leur prise de conscience se trouve ainsi freinée.

Enfin le Service Sélectif est une arme politique remarquable. Comme l'a bien marqué le scandale de Ann Arbor, au cours duquel le directeur du Draft Board de l'Etat de Michigan avait fait passer de la catégorie 2-S à la catégorie 1-A (celle des incorporables) des étudiants qui s'intéressaient précisément au fonctionnement du Draft Board, il permet de faire peser une menace constante sur les étudiants qui s'aviseraient de "bouger".

...une injustice flagrante

Devant une injustice aussi flagrante que va décider le président ? On lui prête, ainsi qu'à la N.A.C.

S.S., un projet en trois points qui tendrait à corriger le système de la conscription :

- les jeunes seraient appelés à 19 ans,
- les sursis des étudiants seraient progressivement supprimés,
- au lieu des Draft Board locaux serait institué un tirage au sort.

De son côté R. Kennedy a avancé des idées proches de celles-ci, tout en voulant maintenir les bureaux locaux de recrutement, mais après leur avoir imposé des normes nationales (actuellement certains prennent les jeunes à 19 ans, d'autres à 22 ans ; dans certains districts les hommes mariés partent à l'armée, ailleurs ce sont uniquement les célibataires ; parfois les Peace Corps sont même exemptés du service militaire).

Il s'agit là d'aménagements du Draft visant à le rendre plus équitable sans doute, mais aussi plus efficace.

Chez les intéressés eux-mêmes, il est difficile de donner un contour net aux diverses attitudes adoptées. En tout cas il est important de noter que la lutte contre le Draft ne recouvre nullement la lutte contre la guerre. Dans beaucoup de cas il s'agit simplement de se tirer d'affaire sans trop de risques ; les étudiants qui passent au Canada (ce qui suppose des moyens financiers) se coupent de toute possibilité d'action contre l'engagement américain au Vietnam. Il ne fait aucun doute que la majorité d'entre eux condamnent cette guerre, mais ils se situent rarement à un niveau politique.

A l'opposé les pacifistes inconditionnels ou relatifs (qui réclament une place élargie pour les objecteurs de conscience à l'intérieur de la législation actuelle) n'hésitent pas à payer de leur personne ; en no-

vembre dernier, trois d'entre eux, Tom Cornell, M. Edelman, R. Lisker étaient condamnés (peine maximum 5 ans de prison et 10.000 dollars d'amende) pour avoir déchiré leur Draft Card, en signe de protestation contre la guerre, bien qu'ils ne soient pas mobilisables. Mais le nombre de ceux qui acceptent la prison se monte tout juste à quelques dizaines.

L'opposition politique, quoique diversement nuancée, vient de groupes tels que « End the Draft Committee » (Comité pour l'abolition du Draft) dirigé par D. Mitchell (qui avait déjà protesté contre la reprise des essais nucléaires par les Russes et contre l'armement en Polaris). Le mouvement des « Afro-americans for survival » (Mouvement pour la survie des Afro-américains) s'en tient dans son opposition à la guerre à une base raciale, qui tend en fait plus au

dégagement des Noirs qu'à une lutte contre l'engagement des Blancs au Vietnam ; ainsi Bell peut dire : « Je ne crois pas que le moment soit venu pour une lutte commune des Blancs et des Noirs sur aucun problème » (1).

Il est d'autre part incompréhensible que l'organisation des Students for a Democratic Society n'ait pas lancé une campagne de résistance au Draft.

Cette diversité des foyers d'opposition affaiblit évidemment les adversaires du Draft et empêche un plus grand nombre de jeunes de prendre part à leur lutte. Il est pourtant impensable que beaucoup soient satisfaits des explications de Mac Namara.

(*) The Nation, 10 avril.

(1) The Nation, 20 mars.

Du F.B.I. à la C.I.A.

Bernard Sizaire

Les fédéraux, G-Men légendaires des films noirs et des bandes dessinées sont des personnages bien réels, obéissant à une mystique, jouissant d'une popularité qui leur confère des pouvoirs exceptionnels.

Une mystique policière

Edgar Hoover, directeur du F.B.I. depuis 1924, joignant à ses qualités d'organisateur celles d'agent de publicité s'est employé à créer ce mythe craint et respecté par l'Américain moyen. Les G-Men sont les modernes chevaliers chargés d'extirper le vice des sociétés contemporaines. Ces surhommes ayant une conception très équivoque du droit individuel n'hésitent jamais à s'immiscer dans le domaine de la moralité privée pour y pratiquer chantage et intimidation. Mais le vice fondamental pourchassé par les agents de Hoover est propagé par des individus et des groupements intéressés à corrompre notre civilisation. En fait gangsters et kidnappers ne sont que des agents mineurs du vice dont la source principale se trouve du côté des communistes et de leurs amis libéraux, « new-dealers », pacifistes, neutralistes, antifascistes, etc.

Une guépéou américaine

Le livre de Fred J. Cook (1) a le mérite d'expliquer clairement le mécanisme de cette mythification que seule pouvait tolérer une société puritaine. Il montre ensuite les étapes essentielles qui permirent au F.B.I. d'intervenir dans la vie politique du pays. C'est d'abord en 1919 la lutte contre les bolcheviks et les anarchistes, puis l'intervention brutale dans la grève des chemins de fer de 1922. Les poursuites contre les volontaires des brigades internationales en 1939. Enfin la chasse aux sorcières et les

abominables machinations qui conduisirent aux procès des Rosenberg et à ceux de très hauts fonctionnaires américains.

Le F.B.I. apparaît comme une organisation fascisante, soumise depuis 33 ans au règne dictatorial d'un homme qui lui a façonné un visage public rassurant pour en faire, en réalité, une formidable police politique n'acceptant aucun contrôle et exerçant son activité dans tous les domaines. C'est un organisme d'intervention politique dangereusement efficace : une espèce de Guépéou américaine. C'est le chef de cette police qui a remis il y a un mois à M. Johnson un long rapport « sur les activités contre la guerre ». Communistes, traîtres et lâches qui soutiennent les « Viets » n'ont qu'à bien se tenir !

Le gouvernement invisible des U.S.A.

Plus subtile semble être la politique de la C.I.A. qui combine habilement les activités philanthropiques, l'espionnage et la subversion. Elle constitue ce que le sénateur Stephen Young a récemment appelé « le gouvernement invisible des Etats-Unis. » Avec plus de 100.000 employés et un budget annuel de 4 milliards de dollars, bénéficiant de l'impunité et de l'immunité absolues, elle ne doit de compte à personne, « ni sur ce qu'elle fait, ni sur ce qu'elle coûte ». Ce sont donc souvent des espions et des aventuriers qui prennent des décisions importantes en matière de politique étrangère. On se souvient de l'opération de la Baie des Cochons, mais le sénateur Young évoque d'autres graves incidents en Birmanie, en Indonésie, au Laos, au Guatemala, à Saint-Domingue. On sait aussi que la C.I.A. a délégué trois de ses meilleurs spécialistes en Bolivie pour interroger Régis Debray.

La C.I.A. est donc un puissant moyen d'intervention de l'Amérique dans les affaires des autres pays. Elle s'est déjà intéressée à nous, apportant sa généreuse contribution au « Congrès pour la liberté de la culture »,

et participant discrètement, par A.F.L. interposée, à une scission syndicale dont la classe ouvrière se relève lentement. □

(*) Le F.B.I. inconnu - Denoel, 426 p., 22 F.

Diagnostic de la gauche américaine

Rémy Grillault

Avec le numéro spécial sur les U.S.A. que nous livre la revue *Démocratie Nouvelle* (*) nous découvrons un véritable dossier dont il ne semble pas qu'il ait paru l'équivalent en France récemment. Non seulement elle nous transmet la teinte conceptuelle de l'opposition à la guerre du Vietnam, mais c'est comme un prélèvement de réel qui continue de vivre sous nos yeux.

En effet, la plupart des textes sont constitués par des interviews et des déclarations représentant les divers courants de la « gauche » américaine. Le lecteur peut ainsi apprécier le vocabulaire — qui a son importance — et la démarche suivie par ceux qui tentent de sortir leur pays de la guerre.

Ce numéro aurait très bien pu s'appeler grandeur et servitude d'une opposition hétérogène et encore très minoritaire. A cet égard un partage franc distingue la fraction de l'ordre établi, des « insiders », qui s'est retournée contre lui et essaye de le faire bouger, d'un type d'opposition venant des éléments marginaux. L'exemple du sénateur Fulbright est significatif. Il essaye de mener l'opposition de l'intérieur même du Congrès, avec l'appui d'une poignée d'autres parlementaires, et il n'a absolument rien d'un homme de gauche (le titre de son dernier livre « L'arrogance du pouvoir » suffirait à nous en convaincre ; par ailleurs une excellente analyse de son évolution politique nous est fournie par I.F. Stone). Obéissant au même schéma un noyau de dissidence s'est constitué à l'intérieur des églises (l'an dernier un jeune Quaker, Norman Morrisow, et Roger Laporte du Catholic Worker se sont même immolés pour protester contre la guerre) et de certains syndicats (par exemple le syndicat des dockers et magasiniers de la côte ouest. I.L.W.U., qui se trouve dans une situation délicate d'ailleurs, car 55 % des emplois en Californie sont liés à la guerre et, par conséquent à court terme : lutte contre les positions économiques de ses adhérents.

Un panorama

Plus symboliquement quelques « vétérans » (anciens combattants) figurent dans les manifestations, et on ne peut guère leur reprocher d'être de mauvais Américains, vu qu'ils sont couverts de médailles et d'insignes. Bien que minoritaire

cette opposition a sûrement un très grand poids dans l'opinion publique, car, étant issue d'organisations « admises » et même censées exprimer l'essence de la vie américaine, elle est proche du public et peut par conséquent le prendre de l'intérieur ; ce qui n'est pas le cas pour les mouvements « radicaux », les « outsiders », (étudiants, S.W.C.C., etc.) que l'on a vite fait de rejeter comme mauvais patriotes, traîtres, « commies », et même par mesure de salubrité. Ceux-ci irritent parfois l'opinion plus qu'ils ne la dégèlent.

L'avenir de la contestation

Les chances de l'opposition dépendent pour une large part de ceux qui soutiennent la guerre et de la nature de leur approbation. C'est pour cette raison que le sondage — le seul entrepris jusqu'à ce jour avec tant de rigueur — publié par la revue a tant d'intérêt. Il montre que la majorité des Américains n'approuvent pas inconditionnellement l'intervention au Vietnam et que le travail conjugué des événements et des pacifistes est susceptible de la faire varier.

En ce qui concerne la compréhension de la guerre on est assez surpris de constater qu'elle est surtout le fait des collaborateurs français de la revue. Certes, les Américains qui y expriment leurs vues sont d'accord pour rejeter les justifications officielles, mais beaucoup ne dépassent pas ce niveau ; ils condamnent par exemple le « côté absurde », l'irrationalité de cette guerre, et on a parfois l'impression qu'ils la considèrent un peu comme un accident choquant. Tout le problème est là. Ainsi que l'écrit P. Devilliers « La guerre du Vietnam n'est ni un accident, ni une expression fondamentale de la politique américaine », elle constitue une sorte « d'abcès de fixation ». Par là l'interprétation assez courante selon laquelle il s'agirait de contenir la Chine se trouve écartée. Le but poursuivi, peut-être à tâtons, par l'impérialisme obéit à une logique profonde. Il s'efforce de placer des verrous en divers points du monde afin de bloquer l'ensemble des mouvements de libération et de protéger ses positions économiques. Nous sommes donc renvoyés à une compréhension de la société américaine et en particulier à un de ses aspects majeurs : l'interpénétration de l'armée et de l'économie.

(*) Mars 1967.



Du baroque d'avant-garde

Entretiens

Tour d'horizon espagnol avec Arrabal

Jean-Michel Fossey

Si l'auteur a commencé par écrire du théâtre et publié son premier livre en 1958, c'est en 1963 après une rencontre avec André Breton, enthousiasmé par ses textes paniques — rencontre qui lui vaudra de collaborer dans des revues surréalistes — qu'Arrabal va quitter l'anonymat. Depuis, quatre années se sont écoulées, l'auteur du « Cimetière des voitures » est devenu célèbre. Récemment — et presque à l'unanimité — les critiques ont fait l'éloge de sa dernière pièce : « L'Architecte et l'Empereur d'Assyrie » (*).

De plus en plus on a tendance à oublier la nationalité espagnole d'Arrabal ; son théâtre, après avoir représenté l'Allemagne, il y a trois ans au théâtre des Nations à Paris, va représenter le Canada au festival de Nancy et la France au festival de théâtre expérimental de Francfort.

— « Comme je ne peux pas représenter l'Espagne à cause de son régime, je suis très heureux que les autres pays me choisissent. Il est difficile pour moi d'être Espagnol. Tu sais que

je ne fais pas de politique, donc je parle en écrivain, et en homme libre. »

— Si la poésie espagnole est très vivante (Vicente Aleixandre, Carlos Barral, Angel Gonzalez, José Agustín Goytisolo, Jaime Gil de Biedma, Claudio Rodríguez, José Manuel Caballero Bonald, Felix Grande, Pedro Gimferrer, Vasquez Montalban, José Miguel Ullan, Fernandez Arroyo, Antonio Molina, José Angel Valente, Eugenio de Nora, etc...), le roman en pleine évolution (Juan Goytisolo, Jorge Semprun, José Manuel Caballero Bonald, Sanchez Ferlioso, Luis Goytisolo et quelques promesses comme Martinez Menchen) le théâtre espagnol actuel me semble bien malade (seuls Buero Vallejo, Alfonso Sastre et Lauro Olmo se détachent sur le plan national). Qu'en penses-tu ?

— « Malheureusement je connais très peu la littérature espagnole actuelle. Les trois grands poètes sont à mon avis Aleixandre, Picasso et Dali. Comme d'habitude tous les trois sont attaqués et très mal vus en Espagne par tout ce qui est officiel. De plus, je crois que Picasso et Dali

ne figurent dans aucune anthologie. Il se passe la chose suivante : dans les anthologies de poésie française ou de poésie surréaliste, figurent Dali et Picasso mais jamais lorsque la sélection des textes est faite par un Espagnol, même bien intentionné. En ce qui concerne le théâtre je suis dans la même situation que toi, que tous ceux qui vivent hors d'Espagne : je connais mal le théâtre espagnol puisqu'il n'est pas représenté à l'étranger. Je connais le théâtre de Buero Vallejo pour lequel j'ai une grande admiration parce que c'est un homme qui a lutté politiquement, que les franquistes ont emprisonné et condamné à mort. C'est un homme intègre que je respecte, mais à part lui, j'avoue ignorer le théâtre.

Le théâtre de l'Espagne

— Le théâtre espagnol n'est pas représenté à l'étranger. C'est un fait, mais les difficultés qu'ont les quelques auteurs de talent pour monter leurs pièces, et l'impossibilité pour les auteurs étrangers d'introduire leur théâtre en Espagne, me paraissent deux phénomènes pour le moins aussi graves. C'est quand même scandaleux d'imposer au public de Madrid un répertoire médiocre à longueur d'année. N'es-tu pas de mon avis ?

— « En ce moment sont représentées à Madrid : 3 œuvres de Casona, 2 de Millan, 1 de Paso, 3 comédies sans aucun intérêt et 1 Valle-Inclan. C'est très, très, très insuffisant. »

— Quelles seraient d'après toi les réactions du public si on te laissait monter normalement une de tes pièces dans un théâtre de Madrid ?

— « Le scandale serait beaucoup plus grand qu'en France, sur le plan religieux surtout. Je ne peux pas me permettre de me montrer raciste envers l'Espagne et de considérer que le public espagnol est inférieur au public français. Je crois qu'il s'agit d'un problème d'organisations, d'institutions, de responsables de là-bas, ce qui fait que tout va de mal en pis. Je pense que le public de là-bas aimerait peut-être davantage ma pièce que le public français, et puis le scandale est nécessaire comme l'exaltation poétique. »

La censure

— A quoi t'autorise exactement la censure en Espagne ?

— « La censure m'interdit jusqu'au plus petit théâtre espagnol. Elle admet seulement que certaines de mes pièces, antérieures à 1958, soient montées par des groupes d'universitaires, pour une seule soirée. Comme ces étudiants n'ont pas beaucoup d'argent, les décors sont en général inexistantes, les acteurs sans formation, les metteurs en scène inexperts. C'est une des grandes fautes du gouvernement qui devrait aider, subventionner ces groupes d'étudiants — le meilleur théâtre qui se fait actuellement en Tchécoslovaquie est le théâtre universitaire — il me semble vraiment scandaleux que ces compagnies ne bénéficient pas d'une subvention à laquelle ils ont droit autant que le poisson à l'eau. » □

(*) Arrabal - Théâtre panique, volume IV (éditeur Ch. Bourgeois).

Variétés

Qu'est-ce qui fait courir Sammy ?

Stephane Pilliet

Sur Sammy Davis, Porto-Ricain, juif, Noir, époux d'une Blanche, se concentrent tous les racismes. Disgracié par la nature, blessé par l'existence il représente une tentative exceptionnelle pour conquérir ses droits et imposer sa dignité.

La scène est son champ de bataille et le théâtre sa drogue. C'est là qu'il existe pour et par autrui. C'est un lutteur qui d'abord empoigne le micro, puis un séducteur qui fait tomber les dernières barrières entre le public et lui. On le sent enfin heureux d'avoir gagné cette approbation publique, pour laquelle il aurait un « goût fanatique ». Cette quête, qui peut paraître démagogique et provoquer certains malaises, n'en est pas moins émouvante car elle n'engage pas qu'un homme qui combat avec son talent et son corps décharné.

Sammy Davis force le respect. Mais à Paris, en utilisant toutes les cordes de son arc, y compris les grosses ficelles, il a peut-être été trop loin, n'ayant pas à vaincre la haine et la répulsion dont ses frères et lui continuent d'être victimes aux U.S.A. J'aurais personnellement souhaité que cet homme qui vit dans le luxe grâce à ses deux millions de dollars annuels, imposât une image du Noir moins individuelle et plus cohérente. Si Davis est, par nature, le lieu privilégié de contradictions dramatiques, dont il a surmonté les plus importantes, il n'a pas encore atteint la sérénité militante d'un Belafonte et son comportement sur scène s'en ressent. □

(*) A l'Olympia, bd des Capucines à Paris.

☐ TEXTE N° 1

NE PAS MENTIR AU PARTI

Nous ne sommes plus qu'à une semaine du congrès. Et cependant les demandes d'informations et d'explications continuent à affluer.

Des camarades ont entendu si souvent répéter que le débat portait sur la question « adhésion ou non adhésion à la F.G.D.S. », qu'ils s'étonnent de nous voir parler d'association. D'autres s'interrogent au sujet des divergences qui séparent les textes soumis à la discussion. « N'y a-t-il pas la possibilité, demandent-ils, de parvenir à un *texte unique* ? ».

Il nous faut donc donner d'ultimes précisions. Et d'abord à propos de la question de l'éventuelle association avec la F.G.D.S.

Si nous parlons d'association et non d'adhésion, c'est pour cinq raisons très claires :

1° Nous fondons toute notre politique sur la poursuite d'un certain nombre d'objectifs et nous nouons nos alliances en fonction des possibilités d'entente qui existent à propos de ces objectifs. Si l'entente avec la F.G.D.S. pouvait être actuellement réalisée sur la plupart des points du programme, nous n'hésiterions pas à parler d'adhésion. C'est parce que l'entente ne peut concerner qu'un certain nombre de domaines déterminés (lutte contre la politique économique et sociale du régime, action parlementaire, accords électoraux, développement de l'unité de la gauche, etc.) que nous parlons d'association.

2° Nous sommes, comme tout parti, également obligés de tenir compte du rapport des forces. Si celui-ci devait nous être rapidement favorable au sein de la Fédération, nous pourrions, en dépit des divergences sur le programme, prendre le risque d'une adhésion. Ce rapport des forces est pour ce qu'on appelle la « gauche nouvelle » bien moins mauvais aujourd'hui qu'il y a un an (une coalition P.S.U.-Convention-Clubs serait dès maintenant majoritaire dans plus de trente départements). Mais il n'est pas encore assez favorable pour que ce risque puisse être envisagé.

3° Nous avons intérêt néanmoins à nouer, grâce à l'association, des liens plus étroits avec les éléments qui, au sein de la F.G.D.S., se trouvent proches de nous. Il nous faut empêcher que l'action de ces éléments soit étouffée ou trop étroitement contrôlée par les cadres traditionnels qui veulent bien ravalier la façade de leur vieille maison mais qui n'entendent pas la reconstruire. Si nous faisons la preuve qu'il peut y avoir liens réels et action commune entre gauche traditionnelle et gauche nouvelle, sans qu'il y ait pour autant perte d'autonomie et subordination, nous encourageons conventionnels et membres des clubs à résister à un processus de fusion qui leur serait actuellement néfaste.

4° La position que nous prenons est une position offensive, dynamique et non une position résignée. Nous voulons multiplier par quatre ou cinq l'influence de notre courant. C'est là un résultat que nous ne pourrions obtenir avec notre train-train habituel et dans une situation pratique d'isolement. Mais ce n'est pas non plus un résultat que nous obtiendrions sans l'appui de la grande majorité du parti. Or cet appui, quelles que soient les attitudes prises par les différents camarades, peut être donné dans le cadre d'une expérience d'association mais non dans une autre hypothèse.

5° Enfin l'association nous permet de réaliser l'une de nos tâches essentielles qui est de forcer le parti communiste à tenir compte de nos propositions, de nos campagnes et de nos mots d'ordre. Cette tâche ne saurait être remplie d'une manière aussi efficace dans la position marginale où nous réduisent présentement les dirigeants du P.C. et de la F.G.D.S., ni d'ailleurs dans le cadre d'une adhésion à la F.G.D.S. (qui ne supprimerait pas mais qui limiterait notre autonomie d'action).

Beaucoup de camarades qui ont voté d'autres textes pensent au fond comme nous. Mais ils n'osent pas le dire. Ou alors ils déclarent prudemment dans les conversations privées que la situation n'est pas mûre, qu'il faut attendre encore un an ou deux. Certains ont cru même devoir faire ces confidences à des dirigeants de la F.G.D.S.

Nous voyons bien les raisons de l'attitude de ces camarades. Ils savent que dès que l'on parle de la nécessité d'une alliance plus étroite avec les hommes de la social-démocratie, la plupart de nos militants commencent par avoir un mouvement de recul. C'est la réflexion et non le cœur qui nous commande cette stratégie. Or, chacun le sait, le cœur compte beaucoup dans la détermination des militants. Il est donc tentant de jouer de leur sensibilité, c'est-à-dire de leur mentir.

Mais voilà justement où se situe le vrai problème de l'éducation et de la formation d'un parti qui entend dépasser le stade des élans passionnels, le problème du développement d'une force politique parvenue à l'heure de sa maturité.

L'affrontement prend souvent la forme d'une alliance et toute alliance est elle-même affrontement. Se retrouver aux côtés de Guy Mollet, que ce soit dans le cadre de la coalition générale de la gauche ou dans celui d'une association avec la F.G.D.S., ne signifie pas que Guy Mollet ait rallié nos positions, ni que nous ayons rejoint les siennes. Cela signifie que la logique des luttes politiques l'a obligé à abandonner ses projets centristes, ne serait-ce que pour une période, et à accepter le front commun de la gauche, et que la même logique nous contraint à tenir compte de cette réalité social-démocrate que nous aurions voulu voir s'effondrer dans la honte de la capitulation de 1958 mais qui a malheureusement réussi à survivre puis à regrouper de nouvelles forces autour d'elle.

La proposition que nous avons faite répond à une telle situation. Elle évite au parti de devenir une force marginale, une sorte de gauche protestataire à vocation éternellement minoritaire. Elle lui permet de peser sur l'évolution de l'ensemble de la gauche et de donner à ses idées une résonance infiniment plus grande. Autrement dit, elle conduit à un renforcement du courant socialiste par rapport au courant social-démocrate, alors que la position contraire, celle du refus de la négociation, laisse le champ libre à la social-démocratie. Il n'est donc pas question d'un texte faisant la synthèse de deux attitudes aussi opposées.

Il est vrai que pour admettre que notre politique est susceptible de conduire à un renforcement du courant de renouveau socialiste, il faut aussi admettre que les idées développées par ce courant ont une réelle force de percussive, qu'elles répondent véritablement aux problèmes actuels de la société française. Certains camarades semblent en douter. Ils ne croient pas que nous parviendrions à imposer nos vues. Dès le départ ils acceptent l'échec. Nous pas, voilà la différence.

Gilles MARTINET.

LE VENT QUI S'EST LEVÉ

Le vent qui s'est levé sur la gauche, nous l'attendions, nous l'appelions depuis dix ans, depuis, on somme, que nous existons. Aujourd'hui, il souffle, n'est-ce pas ? C'est bien lui ? C'est bien ce vent d'unité dont, trop souvent, nous avons désespéré ? Alors, à supposer que nous donnions maintenant l'apparence de ne pas vouloir sortir de chez nous, de peur de prendre froid, serait-ce une position juste ? Politiquement ? Humainement ?

Simplification ? Métaphore simpliste ? D'accord ! Car si, depuis que nous sommes, nous répétons inlassablement le mot d'« Unité ! », c'est pour chaque fois préciser, non moins inlassablement, méritoirement, lucidement : « Mais non pas n'importe quelle unité ! Non pas l'unité à n'importe quel prix ! » Dans la nuit que nous traversons, c'est notre façon de voir clair, c'est notre gloire.

Or l'unité qui présentement se fait, ou à l'air de vouloir se faire, il est évident qu'elle n'a guère encore, telle quelle, de quoi nous transporter. Qu'un courant se soit dessiné, que même il s'enfle, cela crève les yeux, mais quant à dire s'il coulera dans le bon sens, s'il fera son chemin vers l'océan socialiste, évidemment que nous n'en pouvons jurer. D'autant moins que nous le voyons charrier des noms que nous préférons savoir par le fond, définitivement. Donc, de notre part, retrait, retrait naturel, attente sur la berge. Et rien de plus juste, en doctrine, que de voir venir. S'il apparaît, plus tard, que l'unité ne prend pas trop mauvaise façon, eh bien, nous irons, en corps, achever l'unité. Nous en serons la caution, la dernière touche, le label.

Hélas ! la réalité n'est pas une fable. Et s'il est vrai que notre action passée nous donne le droit d'être exigeants, voire intraitables sur les conditions de l'unité, elle ne nous dispense nullement d'être les ou-

AGIR SUR LA POLITIQUE

L'importance du choix proposé à notre prochain congrès a déjà été souligné pour qu'il soit superflu d'insister. Je voudrais simplement dire les raisons pour lesquelles je crois devoir appuyer sans réserve le texte 1, et notamment la proposition d'association avec la F.G.D.S.

Je dirai tout de suite qu'il ne me semble pas nécessaire de revenir devant chaque congrès avec une remise en cause du programme du P.S.U., ce que semblent croire les camarades du texte 2. Il est toujours facile de procéder comme si les camarades d'une tendance ou d'une orientation différente avaient volontairement oublié le programme pour le leur asséner massivement sur la tête en s'instituant les seuls gardiens du « programme ». A défaut de clarté, les textes gagnent bien sûr en longueur. Mais le destin d'un parti n'est précisément pas d'inciter uniquement ses militants à débiter périodiquement des tranches de programme commun, les moines thibétains dévident leur moulin à prières.

Il y a mieux à faire. Il serait bien de savoir et ce que nous sommes et ce que nous voulons. Sommes-nous une organisation politique qui veut faire de la politique, agir sur la politique ou une petite association de personnes qui auront toujours le temps de réfléchir à très long terme, abreuvant de leurs conseils tantôt celui-ci, tantôt celui-là, se délectant avec une satisfaction morose des imperfections de tel ou tel, des erreurs de cet autre, éternels Cassandre de la gauche française.

Le P.S.U. est né d'une exigence, renouveler la gauche française, rassembler les forces de gauche. Il faut savoir si ce combat peut être aujourd'hui poursuivi dans

vriers de cette unité. Or je crois sentir que, pour avoir en effet longuement et sérieusement réfléchi à l'édification socialiste, nous avons un peu trop aujourd'hui la vocation de l'architecte, et pas assez le goût du ciment.

Trop de fois, c'est bien vrai, nous avons été échaudés, en sorte que nous disposons d'une véritable sagesse : celle des vieillards. D'où cette tentation de nous faire donneurs de conseils, de loin, assis sur le talus qui domine le chantier, quitte à réunir les compagnons, le samedi soir, pour faire la critique des opérations. Cette union de la gauche, au bout du compte, il se peut qu'elle sombre dans les équivoques, les accommodements, les arrière-pensées, c'est-à-dire dans tout ce dont nous autres, P.S.U., avons peut-être appris à déceler la détestable odeur un peu avant tout le monde. Seulement, pour empêcher un accommodement, faire taire les arrière-pensées, tuer le germe d'une équivoque, il faut être là. Sur le tas. Rien ne va si vite que la petite erreur décisive : le temps d'un compromis, une soirée, une demi-nuit. Nous imaginez-vous, le lendemain matin, soupirant : « Camarades, vous avez pris le mauvais tournant ! », puis nous rendormant sur notre vocation unitaire ?

Et plus tard, l'édifice s'étant écroulé, par l'effet d'une de ces fautes que nous pouvons aujourd'hui empêcher, nous entendez-vous proclamer, montrant nos mains : « Elles sont propres, n'est-ce pas ? Rien de cette catastrophe ne nous atteint, puisque, redoutant dès l'origine que ce ne fut une catastrophe, nous nous sommes gardés de nous y froter » ? Rien de pire que cette conscience en nous (développée, qui sait ?, par de subtils miasmes gaulistes) d'être des purs, un rien moines, un rien technocrates de la gauche, militants un rien au-dessus du commun. Et le beau miracle si, la guerre finie, la guerre pour l'unité finie, et perdue, nous pouvons présenter un monastère intact, mais à l'intérieur nous autres, pauvres moines, morts de dessèchement !

Georges CONCHON,
(17^e section de Paris)

la solitude, hors du jeu politique français. Car, il est évident pour tout le monde, en dehors de nous, que les tentatives réelles, les tentatives politiques de renouvellement, de rassemblement sont en train de se réaliser hors de notre présence. C'est si vrai que par deux fois déjà nous avons été contraints in-extremis, à la limite ou presque de l'essoufflement, de nous précipiter non pas dans une association raisonnée, discutée, politique enfin, mais dans un ralliement hâtif. C'est si vrai que nos camarades des textes 2 et 3 ne trouvent finalement rien d'autre au fond de leur sac à tactique que différer aujourd'hui un choix qu'ils seront contraints de subir demain, qu'en fait ils proposent pour demain ou après-demain.

On ne fait pas de politique « en ayant le temps », et en ratiocinant sur un programme accepté par tous. On fait de la politique à partir d'un programme, en saisissant toutes les possibilités tactiques que propose la vie quotidienne. Nous avons lutté durement à contre-courant quand tout semblait céder, et nous avons eu alors raison. Aujourd'hui, et il faudrait peut-être le rappeler, grâce à nous, pour si faible qu'il soit le courant s'est inversé. Je n'ai pas de goût pour les sarcasmes qui, parfois, jailissent ici ou là, à propos du courant incertain de la gauche, pour les brocards qui accablent les timides ou maladroites tentatives de tel de nos voisins. Je sais que si nous avons pu nous réjouir quelques rares fois depuis 1958, c'est aussi parce que nous étions non pas dans nos chapelles, mais dans l'action publique, côte à côte dans le même combat. Qu'enfin nous le poursuivions donc puisqu'en mars dernier nous nous sommes repris malgré tout à espérer. C'est là où notre parti répondra le plus efficacement à l'exigence qu'il s'est donnée. — Marcel ROUSSEAU (Section de Sceaux).

TEXTE N° 2

L'EXPERIENCE EUROPEENNE

Par un de ses aspects essentiels, la guerre du Proche-Orient vient nous rappeler la véritable dimension des problèmes auxquels nous sommes confrontés. Si les pays sous-développés continuent à se débattre seuls au milieu de leurs contradictions, alors, inévitablement nous irons au-devant d'un affrontement planétaire. Il ne leur restera plus que la voie chinoise. Ce sera la fin des espoirs que nous nourrissons en un socialisme conçu comme un dépassement de la société capitaliste. Il ne peut en être autrement que si les rapports entre pays avancés et sous-développés cessent d'être régis par le mécanisme du marché mondial qui élargit sans cesse le fossé entre eux. L'enjeu, c'est donc l'établissement des structures socialistes en Europe et particulièrement en France.

Or, pour nous éclairer dans ce combat difficile, nous ne disposons d'aucun précédent de victoire socialiste dans les pays avancés. Au moins pouvons-nous étudier les expériences passées dans notre pays (celles de la Chambre du Front Populaire, celles de la Libération et de 1956) et les expériences en cours dans les pays voisins.

Il est étonnant que notre discussion actuelle ne se réfère jamais à ces dernières. Elles sont pourtant significatives. Certains de nos camarades considèrent par exemple que toute notre question se réduit à « l'unité de la gauche » avec, comme objectif suprême l'unification politique. Or en Angleterre cette unité est pratiquement réalisée dans le Parti Travailleuse. Ce dernier l'a emporté de haute main aux élections. Or après un bref passage au pouvoir il a écœuré à ce point les Travailleuses que ceux-ci se sont rejetés dans les bras des Conservateurs : le Labour a perdu les bastions qu'il détenait depuis un tiers de siècle. Nos camarades de la gauche socialiste, intégrés dans ce parti unifié et participant au pouvoir n'ont rien pu faire pour empêcher l'Angleterre de devenir le valet d'armes des U.S.A. L'aile gauche, comme les syndicats, se trouve baillonnée et anéantie par la présence du Parti Travailleuse au gouvernement.

Comment peut-on offrir comme panacée à la gauche socialiste française de s'intégrer à une formation cent fois plus médiocre — qui « unifie » une moitié de la gauche — et non la meilleure ?

Bien sûr on nous propose seulement, à l'étape actuelle de conclure avec la F.G.D.S. un contrat d'association qui — en nous

enlevant jusqu'à l'illusion d'intervenir dans les décisions politiques de cette formation — nous laisserait par contre (provisoirement du moins) une existence indépendante. Mais contrat signifie échange. En échange des sièges que nous obtiendrions à la table des pourparlers pour le programme, qu'aurions-nous à concéder ? En fait, il suffit de voir ce qui s'est passé en Italie pour le comprendre. Nenni n'a pas hésité à briser son parti pour réaliser « l'unité » avec les sociaux-démocrates, en vue d'une expérience de centre gauche avec les démo-chrétiens. Son parti participe en effet Saragat à la présidence de la République Par contre il a dû rompre toutes ses alliances à gauche dans les municipalités, renoncer à toute transformation socialiste et même aux réformes les plus modestes qu'il se proposait.

Il en irait de même pour nous. La seule chose que nous ayons à monnayer, c'est notre indépendance politique, notre liberté de nous exprimer sur l'ensemble de nos idées et de notre programme. Or c'est elle qui constitue notre seul atout. Si nous abandonnons notre lutte pour l'alternative socialiste, nous avons droit à toutes les complaisances du P.C.F. et de la F.G.D.S.. Si nous nous y refusons quelles que soient les astuces tactiques, nous devons mener une bataille très rude pour nous exprimer. Nous pourrions compter seulement sur les forces sociales que met en mouvement l'avance de la gauche et auxquelles son succès parlementaire donnerait de l'audace. Ces forces sociales aussi on essaiera de les baillonner, comme en Angleterre. La pire sottise que pourrait faire le P.S.U. serait de donner un coup de main à ses adversaires pour ce travail.

Au contraire il faut faire comprendre à nos militants toute la portée de notre lutte. Le P.S.U. a su se donner un programme à court terme souvent excellent. Il lui reste à l'intégrer dans une pensée socialiste d'ensemble.

La réflexion idéologique a été arrêtée depuis Alfortville. Il faut la reprendre. Il faut chercher à le faire avec l'ensemble des formations de la gauche socialiste internationale et d'abord avec les partis européens qui sont les plus proches de nous. □

Yvan CRAIPEAU
Paris - 12^e section

NOUVELLES PRECISIONS

Le résultat des confrontations comme des discussions fédérales, les votes des premiers Congrès Fédéraux, indiquent dès maintenant qu'il existe, au sein du Parti, une majorité et une majorité importante pour repousser le projet d'association avec la F.G.D.S., pour refuser le saut dans l'inconnu que serait, dans les circonstances présentes, l'établissement de liens organiques entre le P.S.U. et une organisation qui — Guy Mollet et François Mitterrand l'ont encore attesté l'autre dimanche — n'a pas fini de se chercher.

La grande majorité des militants affirme d'autre part sa volonté de dépasser le dilemme dans lequel on prétendait enfermer le Congrès en centrant ses débats sur le seul problème des rapports entre le P.S.U. et la F.G.D.S.

La question essentielle de nos assises nationales sera de définir quelles initiatives (options et discussions étroitement liées) le P.S.U., gardant toute son indépendance dans la prochaine période, devra prendre pour éviter toutes les tentations du sectarisme ou du repli sur soi, pour s'insérer pleinement dans l'alliance de la gauche et peser au maximum sur son évolution, pour laisser grandes ouvertes les portes de l'avenir.

C'est par rapport à l'ensemble de ces problèmes que les défenseurs du texte 2 entendent se situer, notamment :

1^o — *Problème du développement du Congrès.*

Nous refusons le débat fleuve qui verrait, pendant des heures, des dizaines de délégués défiler à la tribune pour définir chacun en 5 minutes la situation de la gauche dans leurs départements. Nous sommes pour un débat général, organisé, qui permet de regrouper les arguments de chaque courant en fonction d'un problème régional et d'une analyse d'ensemble. Nous refusons la Commission de Résolution unique, qui ne rassemblerait que les leaders nationaux ou les gros porteurs de mandats et laisserait les délégués attendre passivement le résultat de leurs compromis ou de leurs ruptures pour ensuite ratifier n'importe quoi au cours d'une séance finale marathon.

Puisque les 4 grands thèmes d'action que nous avons proposés sont acceptés par tous, c'est 4 *Commissions d'action* qu'il conviendra de constituer : emploi et conditions de travail — vie urbaine et logement — jeunesse et enseignement — problèmes internationaux. Sur chacun de ces thèmes, les propositions initiales, les compléments apportés (nous le ferons notamment sur

l'emploi) permettront de compléter et de préciser les analyses et, ce qui est encore plus urgent, de mettre au point des formes d'action concrètes.

Puisque nos propositions d'organisation du Parti (organisation des grands secteurs d'activité animés par un responsable du Bureau national, développement des commissions, régionalisation nécessaire) ont été en grande partie reprises par les rédacteurs du texte 1 et sont acceptées par ceux du texte 3, c'est dans une *Commission d'Organisation* qu'il faudra préciser et trancher les divergences.

Puisque le refus d'une association organique avec la F.G.D.S. n'implique nullement un parti pris d'isolement, mais suppose au contraire la volonté de discuter et d'agir avec celle-ci, comme avec le Parti communiste, comme avec les forces syndicales, c'est dans une *Commission des alliances* que devront être précisées les conditions de cette politique d'ouverture et l'adaptation à la situation d'aujourd'hui de la stratégie du Front Socialiste. 6 *Commissions donc au total.*

Pour donner à l'ensemble des résolutions la cohérence nécessaire, pour proposer une orientation globale et non une mosaïque de textes, il suffira de réunir au cours de la dernière nuit un *groupe de rédaction* qui mettra définitivement au point soit un texte unique, soit plus vraisemblablement deux textes qui seront soumis au vote final du Congrès et en fonction desquels sera élu le futur C.P.N.

2^o — *Problème de la Direction du Parti.*
L'imprécision de l'orientation unanime de Gennevilliers, le fait que ce Congrès n'avait envisagé qu'une situation tactique et occasionnelle — la préparation des présidentielles — ont eu pour résultat de faire du C.P.N., et encore plus du B.N., le centre de décision du P.S.U. Du même coup, les orientations importantes des deux dernières années ont été prises sans véritable consultation du Parti dont les instances statutaires n'ont pu que ratifier des orientations déjà prises ; du même coup la direction nationale n'a eu aucun mandat précis et ces décisions n'ont été prises qu'en fonction des compromis conclus entre ses membres sur les échéances du moment ; du même coup la direction s'est trouvée profondément décalée par rapport à l'ensemble du Parti ; du même coup aucun bilan d'ensemble, impliquant jugement politique n'a pu être dressé par la direction sortante.

L'OPINION DE NOUVEAUX ADHERENTS

Il nous paraît intéressant de souligner quelques arguments que les tribunes libres n'ont pas encore mis en évidence. Pourquoi le P.S.U. — c'est T. S. qui nous en a informé — a-t-il vu venir à lui de nouveaux adhérents après les élections ? Des sections ont démarré, d'autres ont doublé. Pourquoi ?

Ces nouveaux adhérents ignorent-ils le P.C.F. ? Etaient-ils incapables d'aller d'eux-mêmes à la F.G.D.S. ? Ou la F.G.D.S. a-t-elle évolué d'une façon tellement fulgurante et imprévisible que cela va mettre en cause le choix de ces jeunes et l'existence même du P.S.U. ?

Nous ne le pensons pas ! Il ne s'agit pas de prendre le pouvoir, il s'agit d'être capable de le garder. Le pouvoir n'est pas une fin en soi ; il n'engendre pas de lui-même sa propre doctrine. Il s'agit donc avant tout de savoir ce que l'on veut et comment on peut le vouloir, avec un programme précis.

D'autre part, l'alternative socialiste, pour être démocratique, demande la participation du plus grand nombre. Elle exige des citoyens conscients et c'est dire la nécessité d'une lente formation. Elle doit être voulue, désirée et elle ne peut l'être que par des militants formés — et donc que l'on aura pris le temps et le soin de former.

Autre aspect du même problème. Nombreux sont les militants syndicaux qui sentent le besoin de dépasser le « syndicalisme-beefsteak » et de porter la contestation

Il est sage de tirer un trait sur le passé ; il est nécessaire d'éviter de telles erreurs pour l'avenir. Le choix du Congrès ne marquera pas une coupure définitive et idéologique au sein du P.S.U. ; il marquera sans doute une option entre deux stratégies possibles pour le moyen terme, et il faudra bien en tirer les conséquences logiques. Au stade actuel, nous ne prétendons poser ici qu'un certain nombre de principes simples ; il appartiendra au Congrès, en fonction de la discussion dans les sections et fédérations, d'en tirer des conclusions pratiques d'organisation :

a) On ne peut raisonnablement demander à des hommes de mettre en œuvre une politique à laquelle ils ne croient pas ; c'est donc à la *majorité* qu'il appartiendra d'appliquer la stratégie qu'elle aura proposée ; pour ce faire, il est légitime qu'elle occupe les postes de direction essentiels, qu'elle dispose des moyens d'action nécessaires ;

b) Le rôle de la minorité n'est pas de bloquer l'application d'une stratégie qu'elle a combattue ; il est de contrôler l'application de celle-ci, de conserver à tout moment ses possibilités de contestation, de recours devant le Parti. Pour ce faire, il est légitime qu'elle soit associée aux décisions principales, qu'elle contrôle la diffusion de l'information dans le Parti, qu'elle puisse se faire entendre dans les fédérations et sections ;

c) Qui dit majorité dit équipe et engagement de travailler ensemble sur la base d'une commune référence à la stratégie proposée au Congrès. Ce *pacte de majorité* doit lier les membres de la direction jusqu'au prochain congrès ;

d) Le choix des dirigeants se fait certes en fonction d'une orientation politique ; il se fonde aussi pour chacun sur une *compétence déterminée*.

La répartition des grands secteurs d'activité, l'élection des responsables pour chaque poste déterminé, la nécessité pour chacun d'eux de rendre périodiquement compte du mandat qu'il a reçu sont les conditions de tout travail efficace. Dans des circonstances difficiles les militants du P.S.U. sont en droit d'exiger pour le Parti une orientation claire ; il est cependant évident que celle-ci restera lettre morte si elle n'est pas complétée par la garantie d'un travail continu et sérieux de la direction du Parti. □

au niveau de la gestion et des structures. Ils revendiquent le droit aux responsabilités, à l'information, à la formation, à certaines libertés niées dans les entreprises. Ils pressentent qu'il faudra savoir passer de la contestation à la gestion, mais ils savent aussi que leur tâche — en tant que syndicalistes — n'est pas la conquête du pouvoir. Nous pensons qu'il y a là un appel pressant auquel le P.S.U. doit répondre ; c'est l'alternative socialiste qu'il doit leur proposer, c'est un programme qu'il doit élaborer pour préparer et mettre en place le « non-retour ». La gauche n'a pas d'abord besoin de bras, elle a d'abord besoin de têtes !

Dernier point. Le P.C.F. est-il devenu démocratique ? Si oui, comment expliquer la multiplication des petits groupes qui recherchent une pureté marxiste... introuvable au P.C.F. ? Tous ces jeunes sont-ils réellement, avec conviction « pro-Chinois », pro-X., pro-Y. ? Ne sont-ils pas à la recherche, avant tout, d'une méthode, d'une voie d'accès à une société qu'ils veulent meilleure ? Ne sont-ils pas des adhérents possibles pour le P.S.U. — Pour le P.S.U., oui, mais par pour la F.G.D.S. !

En conclusion, nous n'avons que faire de l'électoratisme ou de la politique de partis du passé ! C'est en continuant à lier constamment la réflexion et l'action que le P.S.U. sera le plus utile à la gauche... et à lui-même !

Cécile et Jean-Pierre CLARIO
Paris - 3^e section

TEXTE N° 3 UN EQUILIBRE LUCIDE

C'est par une aimable plaisanterie que la série des textes I débutait la semaine dernière. Par une phrase, l'on affirmait que cette option était aux portes de la victoire et simultanément on cliquait du côté des partisans du numéro 3. Singulière manière d'annoncer son succès que de rechercher du renfort ! Il ne nous appartient pas de nous apesantir sur une tactique qui repose plus sur la méthode Coué que sur les sondages auprès des militants, mais il nous appartient de repousser des manœuvres au nom d'une position qui est la nôtre.

L'on nous dit que sans accord national préalable, notre proposition de « comité consultatif à la base » n'est qu'un vœu pieux. Certains affirment même que la F.G.D.S. s'y refusera mordicus comme si les conceptions de l'unité devaient nous être dictées par la F.G.D.S. En vérité cette controverse cache mal que le fond du problème nous distingue radicalement du texte I. Au lendemain des élections, nos dirigeants ont cru bon de devoir nous placer devant une alternative : ou adhésion à la F.G.D.S. sous une forme ou sous une autre ; ou bien isolement et périlclatation du P.S.U. ? Nous refusons d'entrer dans ce jeu qui ne correspond qu'à des analyses subjectives.

Pour nous, rien de fondamentalement changé : nous devons poursuivre une politique unitaire avec toute la Gauche, sans pour autant remettre en cause les statuts du Parti. Cependant le manichéisme où voulaient nous enfermer les partisans du 1 et du 2, le déroulement de la préparation du Congrès ; toute cette démarche qui menait à une cassure déjà dans les esprits avant d'être dans les faits, nous a conduit à approfondir notre position, c'est ainsi qu'est né le texte n° 3.

Afin que le P.S.U. mène de manière plus efficace sa politique unitaire, il faut à la fois repenser son organisation et ses interventions.

Sur le plan de l'organisation, nous sommes partis de l'idée somme toute logique qui veut qu'en face de partenaires décidés, nous apparaissions également en partenaire décidé donc organisé. C'était contester la psychose de démission qui règne chez les leaders du 1 et le dogmatisme qui caractérise souvent ceux du 2. Nos conceptions pour une réorganisation ont été exprimées ici la semaine dernière.

Sur le plan des interventions unitaires, nous n'avons fait que prolonger la ligne qui fut toujours celle du Parti. Mais comme il apparaissait qu'au 1 on se refusait désormais à une unité reposant sur l'autonomie du Parti et qu'au 2 par réaction inverse l'on ne croyait pouvoir consolider cette autonomie que par l'ajournement de tout processus unitaire, nous avons proposé la création de « comités consultatifs », en accordant au terme « consultatif » sa signification précise.

S'agit-il de privilégier la F.G.D.S. ? Il ne saurait en être question : certaines luttes sont possibles avec la F.G.D.S., d'autres avec le P.C.F. Et quoiqu'on en pense, les divergences entre ces deux formations sont suffisamment profondes pour que

nous combattions alternativement aux côtés des uns et des autres. Ce faisant nous refusons le rôle accessoire de courtier. Il importe qu'ensemble nous aboutissions à des positions satisfaisantes et mobilisatrices : le programme commun objectif forcément à long terme supposant de nombreuses métamorphoses.

Il reste qu'une minorité de nos militants ayant été découragés et ayant cru percevoir dans le 1 une branche de salut, il nous revenait de tenir compte de leur volonté, en définissant avec plus de précision un comportement en direction de la F.G.D.S.

Ce comportement ne doit s'incarner initialement qu'à la base. C'est aux militants de vérifier dans la pratique jusqu'où et comment doit se réaliser l'unité. Nos choix politiques, par beaucoup d'aspects, nous séparent des Fédérés ; c'est sur le terrain, dans l'action et la réflexion quotidiennes que des convergences pourront être ou ne pas être dégagées. Cela dépendra des transformations et des compromis des uns et des autres. Si cette opération se soldait par des progrès, il conviendrait de les traduire ensuite au niveau des directions : pour le P.S.U. le délai maximum serait de un an, au terme duquel un nouveau Congrès se tiendrait.

Le cheminement inverse nous le contestons. Le P.S.U. souffre trop de l'autonomie exagérée de sa direction, une crise de confiance est née dans nos rangs, les militants refusent d'être l'infanterie au service de telle ou telle tactique. Il est désormais indispensable que l'action en commun avec les autres formats de Gauche se réalise à travers une reconstruction du Parti à partir de la base. Quant aux thèmes suggérés à ces « comités consultatifs », ils sont légion ; mentionnons à titre indicatif : logement, conséquences sociales des mutations économiques, préparation des cantonales et des municipales, l'Europe, soutien au peuple grec, etc...

La F.G.D.S. refuserait-elle ce processus qu'elle démontrerait son refus de coopération ! Nous ne croyons d'ailleurs pas à ce refus, il n'aurait aucun sens et il suffit pour cela de se référer aux propos mêmes de F. Mitterrand, repris ici par H. Puisais : nous sommes libres comme le sont nos partenaires.

En outre, notre conception n'est plus contestée par le 2, la plume de Chapuis la semaine passée nous le confirmait, sans que pour autant soit précisée la forme « des accords avec la seule F.G.D.S. ».

Autour du texte 3, aux côtés de militants du 1 et des dirigeants lucides du 2, il nous revient de définir un équilibre du Parti. Cet équilibre n'est ni une position nègre-blanc, ni une synthèse de l'inconciliable, elle est une position nette qui reflète un moment du Parti et un moment de la situation de la Gauche et de la vie politique française. Equilibre sur le plan des militants divisés et sur celui de la ligne politique.

C'est dire que nous ne transigerons pas sur ces principes. En particulier, nous n'accepterons pas de ralliements tactiques, lourds d'arrière-pensées : les débats du Congrès doivent être clairs et les comportements cohérents. Mais clarté et cohérence supposent la nuance et l'équilibre au lieu de les refuser par une alternative inacceptable. Gérard CARLES (Membre du Bureau Fédéral de Paris).

LES DIALOGUES, CONDITION DE L'ALTERNATIVE SOCIALISTE

Sauf une petite minorité, prête à oublier son passé pour goûter les délices de la F.G.D.S., le P.S.U. reste fidèle à sa double option de Clichy : promouvoir l'alternative socialiste, par la création d'un front socialiste. Tous les camarades partisans du texte 3 avec qui j'ai pu en parler sont absolument formels à ce sujet : il ne saurait être question pour nous de renoncer à quoi que ce soit de cette orientation fondamentale, dont l'événement a déjà en partie montré la justesse. Il faut au contraire la réaffirmer, et en tirer toutes les conséquences.

● *La réaffirmer* : c'est, à l'heure des Wilson, des Nenni, des Willy Brandt, redire clairement que nous ne voulons pas de cette « loyale gestion du capitalisme » qu'accepta Blum en 36 pour sa perte et qui développe actuellement le chômage en Europe. Que nous ne voulons pas que la gauche se batte simplement pour des réformes sociales, vite remises en question par l'inflation, une fois le pouvoir perdu par la gauche. Que nous ne voulons pas voir la gauche tenir un langage socialisant à l'intérieur et pro-capitaliste (parce que pro-américain) à l'extérieur.

Ce que nous voulons ce sont des réformes de structures fondamentales, faisant franchir à notre pays une étape décisive et irréversible vers le socialisme : nationalisation des pôles de domination économique : statut foncier liquidant définitivement la spéculation ; participation ouvrière à la gestion des entreprises ; planification démocratique ; mise en place d'institutions démocratiques (assemblée économique, démocratie régionale et locale) ; services démocratiques de l'habitat, de la santé, de l'enseignement ; mise en place d'une programmation socialiste en Europe...

Cela, qui nous paraît essentiel, distingue profondément notre démarche de celle de la F.G.D.S. ; tout comme le Contre-Plan du P.S.U., par son souci de cohérence chiffrée et d'échelonnement dans le temps des mesures proposées, se distingue du catalogue imprécis et contradictoire que la F.G.D.S. a baptisé « programme du 14 juillet ». Nous comprenons donc difficilement que les partisans du Texte 1 considérant comme « pratiquement acquis » l'accord entre P.S.U. et F.G.D.S. sur les chapitres économiques essentiels du programme. Les camarades du Texte III, qui ont participé ces dernières années à l'élaboration des divers chapitres du Programme du P.S.U., voient clairement, eux, où sont les divergences fondamentales entre la Fédération et nous.

Réaffirmer l'option de Clichy, c'est aussi mettre en place le Front socialiste, outil de l'alternative socialiste. Sans lui, les partis de gauche éprouveront les pires difficultés à conquérir le pouvoir et surtout à l'exercer pour réaliser les réformes de structures que nous venons de rappeler. A l'heure de la contre-attaque capitaliste, il faudra, pour faire front victorieusement, que soient étroitement soudés tous les socialistes de notre pays, en particulier les syndicalistes et les animateurs de groupements culturels et sociaux, qui ont pris conscience, chacun dans son secteur, de la nécessité des options socialistes.

Il ne suffit pourtant pas de réaffirmer notre fidélité à Clichy. Il faut en tirer des conséquences pratiques.

● *Or, tirer des conséquences de ce choix*, c'est adapter nos efforts — concernant le programme aussi bien que les ac-

tions menées — à la réalité de nos partenaires. Loin de nous aligner sur eux — leurs refus, leurs limitations, leurs conditions —, il nous faut prendre l'initiative des opérations.

L'expérience nous a appris, à cet égard, qu'on ne pouvait pas toujours faire la même chose avec tous. C'est avec le P.C. que nous avons dans le passé constitué les comités sur l'Algérie, mené les batailles sociales, lancé l'action sur le Vietnam... C'est avec des gens qui sont actuellement la F.G.D.S. (et beaucoup d'autres) que nous avons pratiqué aux Colloques socialistes, lancé les colloques régionaux issus de Grenoble, mené les négociations sur les législatives... Nos partenaires étant différents, et acceptant des choses différentes, nous avons cherché à les tirer simultanément ou successivement sur nos positions, en partant de ce qu'ils acceptaient, pour tenter de leur faire accepter ce que nous croyons nécessaire.

Il n'y a donc pas « symétrie » dans nos efforts à l'égard des uns et des autres ; mais variété, multiplicité et permanence ; l'objectif que nous poursuivons étant lui, constant et clair. Ce n'est pas la première fois que le problème se pose au parti ; et chaque fois qu'il s'est posé, l'immense majorité des camarades ont refusé les limitations qu'aurait apportées à notre initiative le respect d'une symétrie paralysante (un coup de téléphone à la F.G.D.S., quand on donne un coup de fil au P.C. et réciproquement...). Dans « T.S. » de la semaine passée, Chapuis écrit fort justement qu'il est aujourd'hui encore « naturel de rechercher des accords avec la seule F.G.D.S. », le parti devant mener « des actions où nos partenaires ne seront pas nécessairement les mêmes ».

Les partisans du texte III le croient aussi. Mais ils en tirent une conséquence pratique, que les soutiens du texte II n'acceptent pas tous : la création de comités consultatifs locaux F.G.D.S.-P.S.U., dont Michel Poirier écrivait ici il y a huit jours qu'ils sont tout bénéfique pour le P.S.U. (qui tirera à l'action des fédérés, quand les comités seront acceptés, et qui fera la preuve de son ouverture et du sectarisme F.G.D.S., quand les comités seront refusés).

Il ne suffit pas, en effet, de se déclarer fidèle à l'esprit de Clichy ; il faut prendre les moyens d'attirer vers le Front socialiste nos divers partenaires, en utilisant les moyens à notre disposition : avec la F.G.D.S. nous pouvons faire les comités consultatifs ; avec le P.C. nous pouvons développer (non sans tensions, évidemment) l'action sur le Vietnam, contre l'impérialisme américain, sur les luttes revendicatives... Bref le P.S.U. doit peser de plus en plus sur chacun de ses partenaires, sans se soucier d'une symétrie qui serait toujours restrictive.

Ce faisant, le P.S.U. reste totalement fidèle à lui-même :

— il manifeste à l'extérieur son visage des meilleurs jours : celui des initiatives, des dialogues, de l'ouverture ;

— il rassemble à l'intérieur une grande majorité de camarades qui, tout en refusant un regroupement organique avec la F.G.D.S., que rien ne rend nécessaire actuellement, n'entendent pas pour autant voir le P.S.U. se recroqueviller sur lui-même, par crainte des mauvaises fréquentations F.G.D.S.

Il y a toute une tranche de sympathisants du P.S.U. que la fédération cherche à nous disputer. Ce n'est pas en apparaissant craintifs ou fermés que nous les conquerrons, mais en nous montrant les plus prêts au dialogue et les consultations. M. RUNGIS (Commission économique nationale).

Antilles

La Guadeloupe dans l'engrenage

Michel Joch

L'air est lourd, chaud, chargé de l'odeur de sucre de mélasse de cannelle ; l'odeur antillaise. L'aéroport regorge d'uniformes, gendarmes, militaires, Pointe-à-Pître a hérité de la grande piste pour Boeing qui viennent là se faire réviser et repartent pour l'escale de Fort-de-France, l'autre capitale, la Martiniquaise. C'est une lutte féroce entre les deux îles, on se bat pour une cimenterie, une piste d'envol. De tous temps Paris a divisé pour mieux arbitrer, pour régner.

La Guadeloupe a souvent perdu. La piste pour Boeing c'est un accident, la métropole ayant reculé devant un grandiose projet américain qui voulait à Fort-de-France faire un aéroport sur la mer. On a pour une fois favorisé la Guadeloupe.

Des maisons en boîtes de conserves

Taxi. Traversée de Pointe-à-Pître. Bidonville, Bidonville, tout est en tôle ici, en bidon ; banlieue vers Ste-Anne ; la plage, encore et toujours de la tôle, des maisons en boîtes de conserves, désolation du touriste qui range sa caméra : où sont les clichés promis ? L'exotisme ne résiste pas à une « 203 » en pièces détachées sur le bord de la route.

Guadeloupe département français ravagé périodiquement par les cyclones à 9.000 kilomètres de la métropole mais tout près de Cuba et aussi des Etats-Unis. Département français le moins connu de tous, le plus pauvre, éclipsé par la triomphante Martinique, qui a tout, Joséphine, la renommée, du rhum, l'orche. La Martinique c'est le calme, les « bekes », les Blancs créoles s'y sont fondus, métissés, la vie politique est dominée par un grand homme : Aimé Césaire, poète, tribun qui a un prestige énorme.

A la Martinique on considère avec dédain l'île sœur qui se débat avec sa démographie galopante, ses cyclones, on envoie quand ça va mal des C.R.S. de Fort-de-France à Pointe-à-Pître, jamais le contraire.

Les Guadeloupéens se sentent deux fois relégués, deux fois abandonnés à leur sort, deux fois colonisés. « Nous faisons partie de la France comme les écuries font partie du château » lit-on dans la presse, (pas la presse officielle, celle de « France Antilles » sorte de « Parisien-Libéré » des îles sous le vent, monument d'hypocrisie, de menson-

ges et qui pourtant appartient à Robert Hersant, député radical de Seine-et-Oise) mais on le lit dans la presse d'opposition « La Vérité », « Le Progrès social », petits journaux qui appellent à la révolte, au combat dans un style qui fait songer irrésistiblement au « Père Duchesne ».

La révolte, le combat contre qui ? Là pas de problème, toute l'opposition de gauche est d'accord, contre les grands propriétaires qui monopolisent 80 % des terres et qui sont pour la plupart des « bekes » ou des métropolitains.

Contre la monoculture

Contre la monoculture de la canne à sucre et de la banane qui fait de la majorité des Guadeloupéens des chômeurs six mois par an. La terre ici est riche, tout y pousse mais la canne doit y régner seule. C'est un dogme vieux de 200 ans qui date des comptoirs coloniaux. Le sucre, le rhum, la banane sont le lot des Antilles. Peu ou pas d'industrie, aucun débouché pour la main-d'œuvre. L'administration elle-même échappe du moins pour les postes de responsabilité aux Guadeloupéens. La double solde, les longs week-end qui commencent le jeudi soir, les plages, l'exotisme attirent les métropolitains.

Les Antilles m'a-t-on dit sont le paradis des gendarmes, c'est vrai ils sont très nombreux, trop. De plus après les événements d'Algérie de nombreux fonctionnaires français d'Algérie sont arrivés ici ce qui n'a pas arrangé le climat.

La population de la Guadeloupe moins métissée qu'à la Martinique est plus sensible au racisme. Les deux événements graves de cette année ont pour point de départ l'injure de « sale nègre ». En mars 67, un marchand de chaussures qui avait proféré cette phrase à l'égard d'un invalide qui stationnait devant sa boutique a vu en moins d'une heure une foule hurlante incendier ses deux magasins, sa maison, son bateau et n'a dû son salut qu'à une cave providentielle. Emeute exceptionnelle qui fit grand bruit dans ce pays que l'administration paternaliste croyait endormi.

Un nouveau Charonne

Certains commencent à faire leurs valises. Le « Charonne » de Pointe-à-Pître qui fit au moins huit morts et d'innombrables blessés vient hé-

las de montrer que la violence s'installait, que la Guadeloupe était prise dans l'engrenage, misère, chômage, troubles, répression, le schéma est classique dans tout pays colonisé. Ici tout prend une dimension plus dramatique encore. Administrative d'abord, un département français qui demande l'indépendance ne facilite pas les choses ; quand ce département français est près de Cuba et des Etats-Unis cela devient très complexe. Les partis de gauche n'y ont pas résisté. S'ils se retrouvent d'accord pour protester contre la situation actuelle la division est très nette quant aux solutions à appliquer.

Le parti communiste guadeloupéen partisan en 1944 de la départementalisation n'a pu au fil des ans et devant la déconvenue que cette mesure a entraînée éviter la cassure. Il y a maintenant trois partis communistes.

Les orthodoxes dont les leaders sont M. Lacavé, député de Basse-Terre et M. le Docteur Bangou, maire de Pointe-à-Pître prônent non pas l'indépendance « impossible si près des Etats-Unis » mais « l'autonomie dans un cadre français ». Cette position réaliste mais peu révolutionnaire est en butte à de violentes attaques des deux autres partis dont l'un a entraîné la C.G.T. dans la révolte. Quant au G.O.N.G. qui représente l'extrême gauche pro-chinoise il prêche ouvertement la liberté par la violence et la lutte armée.

Cette tendance trouve un large écho chez les enseignants et les jeunes, or la Guadeloupe est un pays jeune puisque comme le rappelait Fred Hermantin la semaine dernière, vingt-cinq pour cent de la population est âgée de moins de vingt-cinq ans. La conférence tricontinentale de La Havane en janvier 66 reconnu d'ailleurs sous la pression des « durs » que l'autonomie était à rejeter et que l'indépendance de la Guadeloupe devait s'acquérir au moyen de la lutte pour la libération nationale. Les rapports sont extrêmement tendus entre ces fractions et la guerre des journaux bat son plein.

« La Vérité » écrivait le 13 mai 67 :

Le grotesque, c'est le spectacle affligeant donné par certains dirigeants du P.C.G. de leur manque de maturité, de mesure, de leur confusion maladroite du syndicalisme et de la politique pour tenter peut-être de faire oublier la confusion déshonorante de la politique et du municipalisme alimentaire.

Le grotesque, c'est la correction de l'erreur par l'erreur.

Le grotesque, c'est aussi ce ressentiment primaire, cette volonté d'avoir la tête de l'autre quitte à écrabouiller celles de ses amis et la sienne.

Tout ce qui a été conçu, médité, préparé par certains dirigeants du parti ressortit au grotesque.

Quand au P.C.G. il fit porter par le G.O.N.G. et les éléments gauchistes la responsabilité des désordres de Pointe-à-Pître où effectivement de nombreux Blancs furent malmenés.

Dans un communiqué publié le lendemain le bureau politique du parti communiste déclarait :

A l'origine de tout cela, en apparence, figure la juste grève des ouvriers du bâtiment pour une augmentation des salaires. La morgue du patronat et la complaisance de l'administration ont exaspéré le mécontentement des grévistes, qui ont alors décidé de manifester dans les rues de la ville, pour faire connaître leurs revendications et obtenir l'appui de la population.

Mais les procédés antidémocratiques de certains leaders syndicaux qui n'avaient prévu ni mots d'ordre, ni banderoles, ni encadrement des manifestants, ont eu pour conséquence une grande confusion : la juste et légitime expression de la colère des travailleurs a vite été détournée de son objectif initial : la lutte contre l'exploitation capitaliste et contre l'oppression coloniale, pour dégénérer en anarchie et violence aveugle.

Après l'intervention du camarade maire de Pointe-à-Pître entouré des membres du Bureau politique du Parti et du Conseil municipal, la majorité des travailleurs se retirèrent de la manifestation, qui fut relancée dans la soirée de vendredi et la journée de samedi avec la participation de très jeunes gens manœuvrés et poussés par des éléments gauchistes irresponsables prudemment cachés, pour la plupart, aux instants critiques.

Il faut le dire avec force : les actes de violence raciste commis à l'endroit des personnes à peau blanche et sur leurs voitures constituent une honte que nous désapprouvons absolument : de tels agissements ne peuvent que nous isoler, faire douter de la justice de notre combat libérateur, en un mot, retarder l'échéance.

Le pouvoir évidemment tente de profiter de cette situation et de ces divisions pour garder le statu-quo. Pendant ce temps la situation économique ne cesse de se dégrader ; pendant ce temps on arrête, on emprisonne. La violence finira peut-être par s'installer, mais ceux qui rêvent d'un nouveau Cuba, d'une lutte de libération armée portent une lourde responsabilité. L'indépendance totale d'une île de 300 000 habitants isolée de ses voisins, sans industrie, sans débouché pour ses produits agricoles hormis la métropole est extrêmement aventureuse,

L'autonomie est sans doute plus sage. Une fédération antillaise regroupant les îles britanniques qui accèdent actuellement à l'autonomie et les deux sœurs françaises est également une solution plausible. De toutes façons hélas le combat sera long. Puisse un jour un gouvernement français de gauche effacer ces séquelles colonialistes. □